

ÉTUDE SUR LES RAPPORTS
ENTRE
LE GOUVERNEMENT NATIONAL
ET LE KUOMINTANG



THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit public)

Présentée et soutenue le 15 Juillet 1933, à 16 h. 30

PAR

KOUANG SIOU-WENG

Membres du Jury :

Président : M. LALOUEL, Professeur.

Assesseurs : M. KROELL, Professeur.

M. MARCHAL, Chargé de cours.



NANCY
IMPRIMERIE GRANDVILLE
10, RUE DE MALZÉVILLE

—
1933

**ÉTUDE SUR LES RAPPORTS
ENTRE LE GOUVERNEMENT NATIONAL
ET LE KUOMINTANG**

ÉTUDE SUR LES RAPPORTS
ENTRE
LE GOUVERNEMENT NATIONAL
ET LE KUOMINTANG

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit public)

Présentée et soutenue le 15 Juillet 1933, à 16 h. 30

PAR

KOUANG SIOU-WENG

Membres du Jury :

Président : M. LALOUEL, Professeur.

Assesseurs : M. KROELL, Professeur.

M. MARCHAL, Chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GRANDVILLE
10, RUE DE MALZÉVILLE

—
1933

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, ✚, ☿ I).

Doyens honoraires : MM. GENY (O *, ☿ I), MICHON (*, ☿ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, ☿ I).

CARRÉ DE MALBERG (*, ☿ I).

ROLLAND (☿ I).

MOREL (☿ I).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (☿ I), docteur en droit.

MM. GENY (O *, ☿ I), professeur de Droit civil.

MICHON (*, ☿ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ☿ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ✚, ☿ I), professeur de Droit romain.

HENRY (☿ I), professeur de Droit criminel.

RENARD (☿ I), professeur de Droit public.

LAVERGNE (☿ I), professeur d'Economie politique et d'Histoire des
Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit
de Lille.

KRÖLL (☿ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☿ I), professeur de Droit international public et privé.

LESCOT (☿ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☿ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (✚, ☿ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (✚), professeur de Droit administratif et de Législation
financière.

F. DE MENTHON, agrégé, chargé de cours de Sciences économiques.

GÉGOUT, docteur en droit, chargé de cours.

MARCHAL, docteur en droit, chargé de cours.

BURDEAU, docteur en droit, chargé de cours.

BERTRAND (☿ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A MON PÈRE

ET

A MA MÈRE

*Témoignage d'affection et
de reconnaissance.*

A TOUS LES MIENS

AVANT-PROPOS

Le Kuomintang ou Parti Nationaliste chinois a été fondé par le Dr Sun Yat-Sen. De 1905 à 1912, ce parti révolutionnaire a pour but unique de renverser la dynastie mandchoue appelée aussi la dynastie des Tsing. De 1912 à 1925, il va combattre à maintes reprises et sans succès la politique nordiste. Mais, depuis la réorganisation du parti, en 1924, le Kuomintang est devenu un parti très discipliné et fortement organisé qui va réaliser les Trois principes du Peuple, et le système des Cinq Pouvoirs.

D'autre part, l'inauguration du Gouvernement national à Nankin, le 10 octobre 1928, est la cause déterminante des progrès politiques de la Chine moderne. Cette nouvelle institution politique que le Kuomintang prépare depuis longtemps, se donne un système de gouvernement purement chinois. Ce changement de régime crée un nouveau pays démocratique parmi les Puissances, et, de plus, se met à l'abri des impérialismes étrangers.

Le Kuomintang adopte une politique socialiste modérée; le Gouvernement National va réaliser la démocratie directe à l'intérieur et entrer dans le concert des nations pour tendre vers la paix mondiale.

Ainsi, l'étude des rapports entre le Gouvernement National et le Kuomintang est de la plus haute importance. Notre travail, si modeste qu'il soit, s'efforcera de donner un aperçu de ces relations si intéressantes.

Au seuil de notre thèse, nous ne saurions oublier que c'est grâce aux précieux conseils et aux encouragements de notre éminent maître, M. le Professeur Lalouel, et de M. le Doyen de notre Faculté de Droit, M. Senn, que nous avons pu mener à bonne fin ce travail. Nous sommes très heureux de pouvoir leur exprimer ici nos remerciements les plus sincères et notre reconnaissance la plus respectueuse.

INTRODUCTION

Précédé d'un long passé de cinq mille ans, comptant vingt-six dynasties dont la dernière est mandchoue, la Chine vivait toujours sous la monarchie absolue. Ce fut seulement vers le dernier quart du dix-neuvième siècle que le peuple chinois commença à se réveiller, notamment après la défaite de la guerre sino-japonaise (1894-1895). Il comprenait parfaitement que s'il s'attachait à son régime suranné, et s'il ne savait pas se moderniser, il ne pourrait jamais résister à l'agression des puissances étrangères devenues toujours plus menaçantes et plus ambitieuses. Puis, mise en contact avec la civilisation occidentale, la vieille conception s'ébranlait ; les nouvelles idées se propageaient parmi les intellectuels, surtout dans le milieu des étudiants. La plupart d'entre eux, en effet, firent leurs études modernes à l'étranger. Dès lors, le mouvement révolutionnaire s'accrut rapidement de jour en jour.

Le 10 octobre 1911, une révolte éclata à Ou-Chang, chef-lieu de la province de Hou-pé. Grâce aux fausses nouvelles des succès des révolutionnaires, en peu de temps la plupart des provinces se déclarèrent indépendantes. Le 29 décembre, les représentants des pro-

vinces révoltées se réunirent à Nankin, proclamèrent la République, et élurent le Dr Sun Yat-Sen comme Président provisoire. Le 12 février 1912, l'abdication de l'empereur Sucantong fut signée après de laborieuses négociations qui aboutirent au fameux traitement de faveur accordé à la famille impériale mandchoue.

La dernière des vingt-six dynasties de la Chine s'écroulait ; une nouvelle histoire politique commençait. Cependant, depuis la révolution de 1911, et bien que la forme du gouvernement soit modifiée, la Chine n'a pas encore acquis dans le concert international une place comparable à celle des grands pays occidentaux. La révolution russe, par exemple, répand une vague terreur rouge dans le monde entier ; le triomphe du fascisme italien exalte le « Bel Paese ». La révolution chinoise, depuis dix-sept ans, n'engendre qu'un trouble à l'intérieur et n'a aucune activité extérieure. Pourquoi ? Parce que cette révolution n'aboutit qu'à renverser la dynastie mandchoue et parce que le nouveau régime démocratique ne correspond pas aux aspirations du peuple chinois qui, à cette époque indifférent à la politique du pays, ne peut naturellement se choisir le régime qui lui convient.

Pour cette raison, nous pouvons dire que, dans un régime démocratique, le peuple doit être capable d'exercer le pouvoir politique, et, par conséquent, avant d'arriver à ce stade, une période est nécessaire pour préparer le peuple à se gouverner lui-même.

Pour corriger cet état de choses et remédier à la carence de la politique chinoise, le fondateur du parti

Kuomintang, le Dr Sun Yat-Sen a rédigé un « Programme de Reconstruction Nationale ». Il a considéré que trois périodes étaient successivement nécessaires : 1° la période militaire, 2° la période de la tutelle politique, 3° la période constitutionnelle.

En outre, depuis 1924, il a rigoureusement réorganisé le parti pour élaborer les plans d'un gouvernement fort.

En 1928, année du triomphe de l'armée du Kuomintang, on voit l'établissement solennel du Gouvernement de Nankin. Une nouvelle ère s'ouvre pour la République chinoise. Ce nouveau Gouvernement se consolide sous le nom de « Gouvernement National de la République Chinoise » et promulgue le 10 octobre 1928, une loi organique valable pour l'ensemble du pays. Cette loi organique est fondée sur la doctrine du système des cinq pouvoirs, œuvre du Dr Sun. Ce système représente pour la première fois depuis l'établissement de la République, une conception purement chinoise et ne trouve nulle part ailleurs de similaire.

Plus tard, en 1931, au moment de l'unification de la Chine par les forces du Kuomintang qui, en achevant la tâche de la période militaire proclama, conformément aux idées du Dr Sun, le commencement de la période de tutelle politique, le Gouvernement National promulgua, uniquement pour cette période, une Constitution provisoire, rédigée à Nankin par une assemblée des représentants des citoyens convoqués par le Kuomintang, en vue d'émanciper la démocratie et d'appliquer la Constitution des cinq pouvoirs.

Le système actuel du Gouvernement National est caractérisé par une constante interpénétration des divers organes du Kuomintang et du Gouvernement. L'organisation du Kuomintang se superpose entièrement à l'organisation du Gouvernement. On rapproche ainsi ce système — quasi dictatorial — de la Chine, des systèmes dictatoriaux de Russie et d'Italie. Mais pour la Chine, ce système s'explique par des raisons spécifiquement chinoises que nous avons indiquées tout à l'heure : c'est parce que le régime actuel a été établi pendant la période de tutelle politique ; et le régime définitif tel qu'on le voit exposé dans les « San Mintchoui » — les trois principes du peuple —, dans lesquels figurent les quatre pouvoirs d'élection, de révocation, d'initiative et de référendum sera institué au moment de la période constitutionnelle.

Bref, actuellement, pendant cette période de tutelle politique, le Gouvernement National est dirigé par le Kuomintang, c'est-à-dire par le seul parti réellement organisé qui se réclame des principes du Dr Sun Yat-Sen. Il entend exercer une véritable dictature. Nous pouvons dès lors présumer que des rapports étroits unissent le Gouvernement National et le Kuomintang.

Le plan de notre étude comportera trois parties. Dans la première, nous exposerons l'histoire du Kuomintang, dans la seconde, nous étudierons les rapports entre le Gouvernement National et le Kuomintang ; dans la troisième, enfin, nous examinerons quels changements politiques le Gouvernement National a subis, depuis sa naissance jusqu'à présent, sous la surveillance du Kuomintang.

PREMIÈRE PARTIE

L'HISTOIRE DU KUOMINTANG

L'origine du Kuomintang est étroitement liée à la vie et l'activité de son fondateur, le Dr Sun Yat-Sen, appelé aujourd'hui par le peuple chinois le « Père de la République chinoise » et populairement connu sous le nom de « Washington de Chine ». Il a mené une vie de labeur pénible, car il a toujours été exposé au danger à cause de son activité révolutionnaire. Le Dr Sun est reconnu dans le monde entier comme le chef de la révolution le plus actif que la Chine ait jamais produit. Sa vie a été entièrement consacrée à la libération de la Chine, prisonnière de ses superstitions et de la stagnation économique, ainsi qu'au relèvement de son pays dont il a voulu faire une puissance moderne.

Le grand chef de la révolution est né dans la province de Kouang-Tuong le 12 novembre 1866. A quatorze ans, il alla à Honolulu, où il étudia chez les pasteurs anglais. Diplômé de cette école, il suivit le cours préparatoire de l'Université de Saint-Louis. En-

suite il retourna à Hongkong. Il put y poursuivre au Collège de la Reine — « Queen's college » — ses études occidentales interrompues pendant un an. C'est là qu'il commença sa carrière révolutionnaire ; durant sa jeunesse, il était convaincu que la faiblesse de la Chine était due à l'incapacité et à la corruption des Mandchous. Dès le premier contact avec la civilisation européenne, il comprit que la grande faute de la Chine avait été de s'isoler pendant des siècles. D'après lui, elle aurait dû, depuis longtemps, se joindre aux autres nations. Il croyait que le meilleur moyen de remédier à cet état de choses était de travailler à la chute des Mandchous. Après son retour de Honolulu, il évolua beaucoup ; aussi prêcha-t-il les principes de la révolution à ses compatriotes ; sa devise d'alors était : « la monarchie absolue ne peut pas durer longtemps ». Ce principe est une sorte de protestation contre le gouvernement arbitraire du trône. Bien que persuadé qu'il faudrait consacrer toute sa vie au salut de la Chine, il jugea opportun de choisir une profession pour mieux dissimuler son action ; la médecine lui parut propice à ses desseins. Comme les Chinois considèrent tout médecin comme indifférent aux questions politiques, il put se livrer à sa propagande révolutionnaire sans trop éveiller l'attention des autorités.

Au temps où il étudiait à l'école de médecine de Po-tsi à Canton, il rencontra Tchen-Sze-Liang, qui plus tard, devait prendre une part prépondérante dans son activité révolutionnaire ; ils discutaient avec passion les principes de la révolution.

En 1892, il obtint le grade de licencié en médecine et en chirurgie. Désormais, on ne l'appellera plus que « le docteur Sun ». Mais, comme nous l'avons déjà dit plus haut, la médecine n'était pour lui qu'un alibi ; ce qu'il voulait, c'était la révolution. Dès lors, il se mit à la préparer activement. Il envoya partout des émissaires. Lui-même voulut se rendre compte de la faiblesse des Mandchous. Il se rendit à Tientsin, à Pékin, à Hankeou et à Outchang. A Tientsin, il faillit obtenir une place de médecin très lucrative.

Plus tard, il s'y rendit une seconde fois dans l'espoir de sonder le célèbre Li Hong-Tchang au sujet des réformes à introduire en Chine. Il voulait lui présenter sa « brochure aux 10.000 caractères », où ses camarades et lui avaient exposé tous leurs desiderata. Il attendit près de six mois une audience du célèbre vice-Roi. En vain. Il repartit donc de Tientsin absolument dégoûté du gouvernement mandchou et plus que jamais décidé à se dévouer à la grande cause de la révolution. Sa résolution était prise. La Révolution était décidée.

Nous diviserons notre première partie en cinq chapitres pour exposer d'une façon plus claire l'histoire du Kuomintang.

CHAPITRE PREMIER

L'ASSOCIATION POUR LA RÉSURRECTION DE LA CHINE

En 1894, le Dr Sun Yat-Sen se rendit pour la première fois aux Philippines. Il y fonda « l'Association

pour la résurrection de la Chine ». C'est de cette association que sortit plus tard la « Ligue de l'Union » qui amena la chute de la dynastie mandchoue, l'établissement de la République chinoise et le Kuomintang. Elle avait pour but de moderniser la Chine, ce qui, aux yeux du Dr Sun, n'était pas possible sans changement de gouvernement. Son voyage aux Philippines fut un demi échec. Il ne réussit qu'à enrôler une dizaine d'adeptes.

Après la défaite de la Chine par les Japonais en 1894, il était convaincu que la révolution était le seul moyen de sauver la patrie de la destruction. Il organisa donc une attaque contre le Yamen de Canton, au mois d'octobre 1895, mais ce « putsch » demeura sans succès. Plus de six cents pistolets furent saisis à bord d'un vaisseau par les autoirtés ; les camarades Liou-Hoa-Toung, Tchoeou Sze et Tchu Ywei-Chen furent exécutés, soixante-dix personnes furent emprisonnées.

Cependant cette attaque manquée avait compromis le Dr Sun. Désormais, il était connu comme l'âme de la révolution. Les Mandchous ordonnèrent l'arrestation du Dr Sun qui se réfugia d'abord à Hongkong, puis à Yokohama. Du Japon, il passa aux Philippines et de là en Amérique, afin de réunir des fonds pour la révolution et prêcher le renversement de la dynastie. Il traversa les Etats-Unis de San-Francisco à New-York, s'arrêtant en différents endroits pour tenir à ses compatriotes émigrés des discours enflammés sur la nécessité de la révolution et de sauver la Chine par la démocratie et par la démocratie seulement.

Il est probable que c'est durant ces courses à travers les Etats-Unis qu'il prit connaissance de la « Gettysburg Oration » de Lincoln, à moins qu'il ne l'eût déjà lue auparavant. C'est là qu'il trouva la phrase célèbre : « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », phrase qui pendant les deux ans qu'il passa ensuite en Europe, allait lui fournir sa trilogie des « San Mintcoui » les trois principes du peuple.

En 1896, il quittait l'Amérique pour l'Europe. Mais le gouvernement impérial ne le perdait pas de vue. Le moment le plus dangereux pour lui fut celui où il s'échappa de la Légation chinoise à Londres. Il y fut gardé jusqu'à ce que son ancien ami, Sir James Cantlie le libérât. Sa vie fut sans cesse en péril. Un détective le suivait partout ; il dut même recourir à toutes sortes de déguisements. Il visita l'Europe pendant deux ans. A la vue des souffrances du peuple dans les pays tenus pour prospères, il se dit qu'en Chine il fallait faire mieux. Il fallait résoudre en même temps le triple problème suivant : problème de race, problème politique, problème économique. De là sortit ce qu'on appelle maintenant les « San Mintchoui ».

Persuadé que pour mettre cette théorie en pratique, la révolution était nécessaire et que pour la préparer, il fallait n'être pas trop loin de la Chine, il rentra au Japon en 1899. Mais ses idées révolutionnaires y trouvèrent un accueil bien froid. En plusieurs années, il ne fit qu'une centaine d'adeptes parmi les 10.000 Chinois émigrés dans l'archipel nippon.

Cependant, il ne perdit pas courage ; il envoya des amis à Hongkong pour y publier un journal révolutionnaire, il en envoya d'autres ailleurs pour commencer à organiser une armée, tandis que lui-même, en 1900, accompagné d'officiers étrangers, essayait de rentrer en Chine pour se mettre à la tête de cette armée, et, par ce moyen, réaliser ses fins révolutionnaires. Malheureusement, il en fut empêché par les autorités de Hongkong, qui lui interdirent de débarquer dans l'île d'où il pensait passer sur le continent. Il rentra donc au Japon et visita Formose.

A partir de ce moment, le Dr Sun et les siens commencèrent à susciter certaines sympathies. La masse restait encore inerte. Mais les adhésions au mouvement révolutionnaire augmentaient de jour en jour, surtout parmi les étudiants chinois du Japon. Déjà plusieurs sociétés secrètes de la vallée du Yangtse, du Kouangtoug et du Foukien, s'étaient amalgamées avec « l'Association pour la résurrection de la Chine ». Toutes ces sociétés n'avaient pas le même but que le Dr Sun ; l'essentiel, toutefois était alors de créer l'agitation, de mettre les esprits en mouvement et d'orienter l'opinion vers un changement de régime. Aussi, fit-il cause commune avec elles.

CHAPITRE II

LA LIGUE DE L'UNION

En 1905, le Dr Sun fit un second voyage autour du monde, en passant par l'Annam, Formose, le Japon,

les Philippines, l'Amérique et l'Europe. Il y gagna encore plus de sympathies. Il commença alors à mener une véritable campagne en faveur des San Mintchoui et de la Constitution des Cinq Pouvoirs. La Ligue de l'Union, fille de « l'Association pour la résurrection de la Chine », fut alors virtuellement fondée. La première réunion eut lieu à Bruxelles, la seconde à Berlin, la troisième à Paris et la quatrième à Tokyo. Toutes les provinces de Chine, à l'exception du Kansou, qui n'avait pas d'étudiants à l'étranger, étaient représentées. La Ligue fut organisée officiellement au Japon, pendant l'automne 1905. On y parla de la future République chinoise. Cette Ligue allait devenir, dans les mains du Dr Sun, l'instrument de la révolution. En peu de temps, elle recruta plus de 10.000 membres et essaima dans toutes les provinces de Chine, portant partout le message des San Mintchoui, de la Révolution et de la République.

Au début, l'idée maîtresse était de renverser la dynastie tartare. Mais par quoi la remplacerait-on ? Beaucoup pensaient que ce serait une autre dynastie chinoise descendant plus ou moins des « Ming ». Au contraire, l'idée de la République chinoise, qui était celle du Dr Sun, ne tarda pas à faire son chemin. Lorsqu'en 1907, il prononça à Tokyo son fameux discours politique, dans lequel il prêcha le renversement de la dynastie étrangère autocrate, et l'établissement de la République, tout en promettant la paix universelle fondée sur la fraternité, ses disciples devinrent légion. A leur retour en Chine, ceux-ci devaient tous se faire les apôtres de la bonne nouvelle

et gagner de nombreux adhérents. Ils tinrent promesse. Le Dr Sun devint l'âme du mouvement. Il avait beau être traqué de tous les côtés, chassé tour à tour de presque tous les pays du monde, et banni de Chine par la prudence, il recueillait à l'étranger, auprès de ses riches compatriotes, d'abondantes ressources pour la mise à exécution de ses projets, et ne perdait pas la révolution de vue. Du Japon, de Hongkong, de Singapour, d'Amérique ou d'Europe, il lançait le mot d'ordre et ses ordres étaient exécutés.

La Ligue avait ses publications et ses journaux, entre autres « Le Peuple » et « La Chine », qui apportaient partout le message de la révolution et des San Mintchoui. La coupe était pleine. Le gouvernement tartare s'inquiéta et obtint du gouvernement japonais que le Dr Sun fût chassé du Japon.

Mais le mouvement révolutionnaire était lancé, et bien lancé. Il fit boule de neige parmi les émigrés chinois du Japon, des Etats-Unis, de la Malaisie et d'Europe. Le but principal était d'unifier le pouvoir exécutif, de renforcer le gouvernement local, de nationaliser les Chinois, les Mongols, les Mahométans et les Tibétains, d'adopter le socialisme d'Etat et de répandre l'éducation libre, et d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme.

Chassé du Japon, le Dr Sun alla donc se réfugier en Annam. Mais bientôt il y fut reconnu par des espions impériaux. Le Gouvernement français fut prié de le chasser de Hanoï. Il s'en alla en Malaisie.

Traqué de toutes parts, persuadé à juste titre que l'argent est le nerf de la révolution, le Dr Sun décida

de faire un troisième voyage autour du monde afin d'amasser les fonds dont il avait besoin pour réaliser sa grande tâche.

A bout d'expédients, chassé du Siam et des possessions anglaises, ne trouvant plus en Asie orientale et méridionale « un pouce de terre où placer le pied », il fit son quatrième et dernier tour du monde en 1910.

Il était en Colombie lorsqu'il apprit par les journaux que la Grande Révolution avait finalement éclaté. Ou-Han fut capturé sans aucune difficulté le 10 octobre 1911. L'armée révolutionnaire avait ainsi en main la clef de la Chine centrale. Bientôt Changhaï et Nankin tomberaient aussi au pouvoir des révolutionnaires. En peu de temps, quinze provinces se rallièrent à la cause.

A ces nouvelles, le Dr Sun s'empressa de retourner en Chine pour y prendre une part active aux événements. Avant de rentrer, il jugea opportun de s'assurer l'appui des Puissances intéressées dans les affaires de Chine : la France, l'Amérique, l'Allemagne, la Russie, l'Angleterre, le Japon. Tout s'arrangea bien. En passant par Paris, il reçut toutes sortes de témoignages de sympathie et en particulier celui du Premier Ministre M. Clemenceau.

Enfin, la veille de Noël 1911, il débarqua à Changhaï ; on l'attendait avec impatience. On comptait sur lui comme chef du nouveau Gouvernement. Celui qui jusque là avait mené la vie d'un juif errant, rentrait enfin en triomphateur. Depuis une trentaine d'années, il avait rêvé d'une Chine jeune, modernisée, démo-

cratique. La voilà, il l'avait maintenant devant les yeux, du moins croyait-il la voir. Aussi, peu de jours après son débarquement, le 29 décembre, était-il élu Président provisoire de la jeune République Chinoise, à la presque unanimité des représentants de dix-sept provinces (16 voix). Il fut investi de ses nouvelles fonctions à Nankin, le 1^{er} janvier 1912. Il recueillait enfin le fruit de trente années de lutttes.

La dynastie mandchoue fut chassée du trône le 12 février de la même année.

Le Dr Sun a créé « les bases fondamentales de la République » en prenant le bon côté et en rejetant les mauvais côtés de ce qui avait été fait dans les autres pays. Il a divisé en trois périodes le progrès de la révolution. La première est la période militaire, la seconde la période de « tutelle politique » et la troisième la période constitutionnelle. En conséquence, le Dr Sun abdiqua le 15 février en faveur de Yuen Che-Kaï. Le Dr Sun voulait que ce dernier allât à Nankin pour remplir les fonctions de président et que la République eût pour capitale Nankin. On demanda à Yuen Che-Kaï de prêter le serment de servir la République et de rompre à jamais avec l'Empire. Mais celui-ci manqua de parole et n'alla pas à Nankin comme le désirait la volonté du peuple.

Plus tard, on comprit que l'abdication volontaire du Dr Sun fut une faute, car Yuen Che-Kaï aspirait secrètement au trône. Aussitôt après sa nomination comme Président, un des amis du Dr Sun, le général Tchang-Tcheng-Ou, tomba victime de la vengeance de Yuen Che-Kaï ; quelques mois après, il

usa de son influence pour faire assassiner Song Tchao-Jen, un autre des amis intimes du Dr Sun ; ensuite il fit dissoudre le Parlement. Il fit si bien que le Dr Sun décida de l'attaquer.

Ainsi, en 1914, éclata la seconde révolution. Elle ne dura que deux mois. Yuen Che-Kaï en sortit plus audacieux que jamais. Il monterait sur le trône. Le 3 décembre 1915, il devait être couronné Empereur.

Cependant, le Dr Sun, une fois de plus, était forcé de se réfugier au Japon. Six mois après son divorce avec sa femme (celle-ci refusait de le suivre en exil), il fit la connaissance de Mlle Song King Ling, fille d'un autre grand révolutionnaire. Elle avait passé sa jeunesse en Amérique, où elle venait de prendre ses grades au Wesleyan College. Le 15 octobre 1915, ils se marièrent au Japon.

CHAPITRE III

LE PARTI NATIONALISTE

Pour mieux s'opposer aux plans de Yuen Che-Kaï, le Dr Sun réforma son parti sur des bases plus larges. Le nom aussi fut changé. Ce n'était plus la « Ligue de l'Union », c'était le « Parti Nationaliste ». Tous les membres devaient jurer de s'en tenir aux ordres du Dr Sun.

Dans un dessein analogue, le Dr Sun voulant faire pièce aux prétentions monarchiques de Yuen Che-Kaï, changea le Parti Nationaliste en « Parti Révolution-

naire de Chung Hua et dispersa les membres du parti dans toutes les provinces pour propager le mouvement contre l'impérialisme. La proclamation de l'empire de Yuen Che-Kaï avorta, car on était prêt à le renverser. L'impérialisme fut étouffé presque complètement. Le 6 juin 1916, Yuen Che-Kaï mourut brusquement.

La paix ne fut pas rendue à la Chine par la mort de Yuen Che-Kaï. Mais le Dr Sun put rentrer d'exil. Le Parlement venait d'être dissous une seconde fois. En juin 1917, certains de ses anciens membres proclamèrent à Canton le « Gouvernement militaire » pour s'opposer au Gouvernement de Pékin. Le Dr Sun fut nommé commandant en chef de l'armée et de la marine. Lorsque le 1^{er} janvier 1918, sept provinces du Sud se révoltèrent contre le Nord et établirent le « Gouvernement sudiste », le Dr Sun fut élu au nombre des sept dictateurs. Mais il se sentait peu en sûreté ; de même qu'il avait démissionné du poste de généralissime, de même aussi démissionna-t-il de celui de septemvir pour se réfugier eu lieu sûr, au n° 29 de la rue Molière, dans la concession française de Changhaï. En 1919, le mouvement des étudiants vint renforcer les rangs du Parti Nationaliste. Les œuvres du Dr Sun se répandirent largement dans le milieu des étudiants. Ceux-ci, une fois endoctrinés, se chargeaient de porter le message à la foule des illettrés.

En 1921, Canton se constitua en République indépendante de Pékin et le Dr Sun, comme de juste, en fut élu président à une écrasante majorité (213 voix sur 222 votants). Après son installation, il organisa

immédiatement une expédition contre les chefs militaires du Nord, mais quand son armée fut entrée au Kouangsi, son homme de confiance, Tchen Tchiong-Min, se révolta contre lui. C'était en 1922. Cependant, au début de 1923, le Dr Sun repoussa les forces ennemies et rétablit le gouvernement de Canton.

CHAPITRE IV

LE KUOMINTANG

Voyant que l'Etat chaotique de la Chine s'aggravait de plus en plus, le Dr Sun reconnut qu'il fallait s'efforcer de reformer le « Parti Nationaliste » et d'en faire un parti plus fort encore, sous le nom de « Kuomintang », pour mener à bonne fin la cause révolutionnaire.

Le mot Kuomintang signifie: « Kuo » nation, « Min » peuple et « Tang » parti. C'est donc le parti du peuple de la nation chinoise, ou pour mieux dire le Parti Nationaliste Chinois.

En janvier 1923, le Dr Sun publia le manifeste du « Kuomintang » en disant que, quoique la Cour et la dynastie mandchoue fussent renversées, la Chine restait toujours une colonie soumise au joug des puissances étrangères. Il était important de rappeler la valeur de la race, d'encourager l'instruction générale et de projeter la révision des traités inégaux ; le Dr Sun pensait que l'élection des représentants au suffrage à plusieurs degrés ne répondait pas au droit véritable du peuple, son désir était de réaliser le suffrage

universel, le vote direct, la fixation des droits et de la liberté du peuple. Quant au « principe de la vie » (socialisme), il voulait que la nation montât des industries et promulguât l'égalisation du droit terrien, la réforme du système monétaire, la protection des intérêts du laboureur, de l'ouvrier et de la femme.

En février, Tcheng Chun-Ming subit une défaite et le Dr Sun revint de nouveau à Canton pour remplir les fonctions de généralissime ; il voulait continuer l'expédition contre le Nord, expédition qui ne pouvait pas aboutir parce que les débris de l'armée de Tcheng Chun-Ming troublaient le Tung-Kian. Aux heures de loisir que lui laissaient ses occupations militaires, le Dr Sun essayait de former et de développer le « Kuomintang ».

En janvier 1924, il réunit de nouveau le « Kuomintang » pour un premier Congrès des représentants de toute la Chine, et déclara la formation du parti. La déclaration révélait la véritable oppression de l'impérialisme sur la politique et sur l'économie chinoises ; elle démontrait les erreurs du parti constitutionnel, du parti du régionalisme provincial, du parti de la Conférence de la paix, du parti du gouvernement-charlatan et prouvait que, seuls, « les trois principes du peuple » et la révolution nationaliste pouvaient faire revivre la Chine. Après cette déclaration, tout le pays pencha subitement vers la révolution. Puis le Dr Sun entreprit la lutte contre l'impérialisme étranger, afin de libérer la patrie ; c'est pourquoi il conserva des relations d'amitié avec les Soviets.

Pendant la seconde partie de l'année 1924, les hostilités recommencèrent entre le Fengtien et le Tchili, le Dr Sun ne perdit pas un instant et se hâta de mobiliser ses forces pour une expédition contre le Nord. Après le renversement du Président Tsao Kun, les chefs du Kuomintang invitèrent le Dr Sun à se rendre à Pékin pour y tenir une conférence qui devait donner à la Chine ce qui lui manquait : l'ordre et la stabilité. Il avait alors plus que jamais conscience de son rôle. En partant, il déclara qu'il n'allait pas à Pékin pour se faire nommer Président. « Je préfère », avait-il dit, « rester ce que je suis, parce que j'estime que la Chine a besoin d'un homme capable d'unifier et d'organiser le pays ainsi que l'opinion publique, et je crois que je suis justement l'homme dont elle a besoin. »

Le Dr Sun arriva à Tientsin le 4 décembre 1924. Il tomba malade, mais il fit en sorte d'arriver à Pékin la veille du nouvel an. Transporté à l'hôpital « Union de Pékin », il y mourut le 12 mars 1925 après avoir été opéré. Tous les efforts tentés pour lui sauver la vie restèrent malheureusement vains. Les dernières paroles prononcées sur son lit de mort furent « Paix-Lutte-Sauver la Chine ». Ce fut alors qu'on publia sous son nom un testament politique qui devait faire fortune. Il devait devenir le *Credo* de la jeune Chine nationaliste.

CHAPITRE V

DE LA MORT DU DR SUN YAT-SEN A NOS JOURS

Bien que le Dr Sun Yat-Sen ne soit pas vivant pour assister au triomphe de l'idéal pour lequel il a lutté pendant les quarante dernières années de sa vie, son esprit et son enthousiasme survivent chez ses partisans, qui ont fait de leur mieux pour atteindre son but et réaliser ses aspirations. Aujourd'hui, la grande majorité de ceux qui furent jadis ses adversaires les plus récalcitrants deviennent les fervents de son idéal et s'appliquent à observer ses trois Principes : « Nationalisme », « Démocratie », « Subsistance du Peuple ». Le Gouvernement National, sous la direction immédiate du Kuomintang, agit consciencieusement suivant les conseils du Dr Sun notamment pour établir le système des Cinq pouvoirs : exécutif, législatif, judiciaire, de contrôle et d'examen. Pendant la période de « tutelle politique », et jusqu'à la période constitutionnelle, on doit apprendre à la masse les quatre droits essentiels du peuple : le suffrage, le rappel, l'initiative et le referendum.

En outre, le Gouvernement National a décidé de constituer un état nationalisé, indépendant, souverain et moderne afin d'assurer à la Chine une situation mondiale correspondant à sa population, son territoire et sa civilisation, situation obtenue par l'égalité avec les puissances occidentales.

Quant aux actes que le Gouvernement National de

Nankin a accomplis pendant ces dernières années, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, à l'instigation du « Kuomintang », nous les exposerons dans la deuxième partie de ce travail.

DEUXIÈME PARTIE

LES RAPPORTS ENTRE LE GOUVERNEMENT NATIONAL ET LE KUOMINTANG

Les institutions politiques d'un pays sont presque toujours fondées à l'heure actuelle, sur un parti puissant dont le rôle est prépondérant.

En Italie, par exemple, après la victoire des associations fascistes, en 1923, le vainqueur, le chef du Parti fasciste, M. Mussolini, fut appelé par le Roi pour constituer le ministère. Le nouveau Gouvernement prononça la dissolution de la Chambre et écarta les règles parlementaires pour y substituer celles du Grand Conseil fasciste. En Russie, depuis la révolution de 1917, après l'échec des tentatives de Gouvernement constitutionnel, les Bolcheviks ont entrepris la destruction de la Société politique et ont essayé de reconstruire une Société économique. L'U.R.S.S. constitue actuellement une Fédération. En Chine, également depuis la révolution de 1911, et le renversement de la dynastie Mandchoue, les « Nationa-

listes » ont réussi à proclamer pour la première fois la « République Chinoise » à Nankin le 29 décembre 1911. Alors, une nouvelle histoire politique commençait. Le Gouvernement National fut d'abord constitué à Canton, puis à Ou-Han et enfin à Nankin. Le Gouvernement National, après la période militaire, est entré aujourd'hui dans celle de « tutelle politique ». D'après la décision du « Kuomintang », ledit Gouvernement sera soumis à la direction et à la surveillance du Kuomintang mais détiendra le pouvoir en Chine. Lorsque la période constitutionnelle sera venue, le Kuomintang cédera au peuple la direction du mouvement afin que le nouveau Gouvernement puisse être formé par les « leaders » élus.

Nous nous proposons d'étudier maintenant les rapports entre le Gouvernement National et le Kuomintang.

CHAPITRE PREMIER

LES RELATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT NATIONAL ET LE KUOMINTANG PENDANT LA PÉRIODE MILITAIRE

Le Dr Sun Yat-Sen a, pour l'avenir de la jeune République Chinoise, créé le « Programme de la Reconstruction Nationale ». Ce programme se divise en trois étapes : 1° La période militaire ; 2° La période de « tutelle politique » ; 3° La période constitutionnelle. Le programme doit être exécuté dans cet ordre afin de remplir la tâche révolutionnaire.

D'où la nécessité d'exposer les rapports entre le Gouvernement National et le Kuomintang dans ces trois périodes. Nous suivons l'ordre indiqué par le Dr Sun, qui est précisément l'ordre chronologique.

Pendant la période militaire, toutes les organisations sont entre les mains de l'administration militaire. Employer la force pour briser la tyrannie des Mandchous, balayer les mandarins corrompus, changer les mauvaises habitudes, réformer les mœurs, délivrer le peuple de l'esclavage, extirper l'usage de l'opium — ce poison violent — abolir le « likin ». Le Gouvernement supprime ainsi *manu militari* tous les obstacles de l'intérieur. D'autre part il énonce les principes de l'instruction populaire et de l'unification du pays.

Quand une province acquiert la stabilité, et alors seulement, commence pour elle la période de tutelle politique.

Voici pendant la période militaire les opérations principales effectuées par le Gouvernement National sous le contrôle du Kuomintang.

1° *Les opérations militaires du Gouvernement National à Canton.* — En 1921, Canton se constitua en République indépendante de Pékin, le Dr Sun Yat-Sen, naturellement, en fut élu Président. Il commença aussitôt à prêcher « l'expédition contre le Nord ». Elle échoua deux fois. L'année suivante, par suite d'une révolte du général Tcheng Kiong-Ming, gouverneur civil du Kouangtoug, le Dr Sun fut obligé de se réfugier à Changhaï.

Cependant, au mois de janvier 1923, le Dr Sun, avec l'aide de ses partisans et des troupes du Yunnan et du Kouangsi, chassa de Canton le général rebelle. A cette occasion, il retourna dans sa capitale, et parvint à y établir une autorité désormais incontestée. Dès lors il put poursuivre sa politique révolutionnaire et assumer de nouveau la charge de Généralissime qu'il avait déjà acceptée en 1917.

En juin 1925, deux mois après la mort du Dr Sun Yat-Sen, on organisa à Canton le premier Gouvernement National sous la forme collégiale. Wang Ching Weï, un des chefs du Kuomintang, fut désigné par ce parti comme Président du Gouvernement, Président du Conseil militaire et Président du Bureau politique du Kuomintang.

Il voulait que l'esprit du parti continuât après la mort du Dr Sun ; il s'efforçait de lutter à l'intérieur du Kuomintang contre les membres réactionnaires et les militaires rebelles. Le fruit de son effort fut de voir Kouangtoug et Kouangsi unifiés et d'avoir préparé « l'expédition contre le Nord ».

2° *Les opérations militaires du Gouvernement National à Ou-Han.* — Le 19 avril 1927, le Comité central exécutif du Kuomintang à Ou-Han, décida « l'expédition contre le Nord ». Ainsi, en suivant la décision du Comité central exécutif, le chef du quatrième corps d'armée, Tang Cheng-Tze, et la première armée, Chang Fa-Kuei, dirigèrent leurs troupes vers le Honan. Une bataille terrible y fut livrée contre les troupes des chefs militaires de Fengtien.

A ce moment, le Gouvernement National de Ou-Han, présidé par Wang Ching-Weï, devait donc mener l'offensive contre les troupes de Fengtien, exterminer quelques généraux rebelles, tels que Yang Sheng à l'ouest, Ya To-Ying au nord, et empêcher l'attaque des armées du Gouvernement de Nankin. Les communistes chinois, sous la direction du fameux Borodine — un Russe — profitèrent de la situation difficile du Gouvernement National de Ou-Han, pour tramer une grande conspiration contre le Kuomintang. C'est pourquoi, dès la fin des opérations militaires, Wang Ching-Weï et tous ses collègues du parti se réunirent pour voter une motion permettant de chasser définitivement les communistes du Kuomintang. Ainsi, le Gouvernement National de Ou-Han supprima ses ennemis militaires et politiques.

Pendant l'arrêt momentané des opérations militaires, un événement grave se produisit à Canton.

Après l'épuration du Kuomintang, un petit nombre d'éléments suspects — éléments bolcheviks — restaient encore dans le parti. Ils cherchaient toujours à prendre leur revanche. Ils voulaient établir à Canton le système soviétique. Cette tentative illégale fut préméditée et dirigée par des agents bolcheviks ; le Consulat de l'U.R.S.S. en avait été le quartier général. Lorsque la résolution fut prise, les Russes et leurs affiliés chinois tentèrent à la faveur d'une mutinerie militaire, de s'emparer par force de Canton. Heureusement, les armées de Chang Fa-Kuei et de Li Fou-Lin luttèrent courageusement pour en-

traver le mouvement insurrectionnel, d'autres complots furent machinés qui n'eurent pas le temps d'éclater.

3° *Les opérations militaires du Gouvernement National à Nankin.* — Au mois d'avril 1928, les armées de Nankin commandées par le général Chiang Kaï-Chek, commencèrent l'attaque contre les armées du Nord, sur trois fronts. Pékin fut pris deux mois après.

Le général Chiang Kaï-Chek et ses collègues réorganisèrent à Nankin le Gouvernement National et adoptèrent le système des « Cinq Cours » : exécutive, législative, judiciaire, de contrôle et d'examen. Chiang Kaï-Chek fut désigné comme Président de ce nouveau Gouvernement et prit le titre de Généralissime.

Mais quelques mois plus tard (août 1928), au cours de la session du Comité central exécutif du « Kuo-mintang », un premier désaccord avait surgi entre le clan du Kouangsi et le Gouvernement de Nankin au sujet de la motion relative à la suppression de l'autonomie militaire et administrative des généraux dans leurs provinces. Cet incident prit fin par l'heureuse campagne de Chiang Kaï-Chek contre la clique militaire du Kuoangsi à la fin du mois de mars 1929.

La paix et l'autorité de Nankin rétablies sur le Yangtsé, Chiang Kaï-Chek et son entourage auraient pu jouir enfin d'un pouvoir indiscuté, si les deux plus inquiétants de leurs ennemis, Feng Yu-Hsiang et Yen Hsi-Shan, ne s'étaient dressés devant eux.

L'attitude de ces deux maréchaux envers Chiang Kai-Chek n'était que ruse. Ils procédaient à de gros rassemblements de troupes, en même temps qu'ils assuraient le Gouvernement central de leur indéfectible fidélité. C'est pourquoi, à la fin de mars 1930, la situation devenait de plus en plus grave. Le 1^{er} avril, Yen Hsi-Shan annonça, dans un télégramme circulaire, qu'il devenait Généralissime de toutes les forces de terre, de mer et de l'air de la République Chinoise. Dans un autre télégramme, Feng Yu-Hsiang et Li-Tsung-Jen annoncèrent qu'ils étaient vice-Généralissimes. Le lendemain, le Généralissime nordiste proclamait une sorte de guerre sainte contre Chiang Kai-Chek, coupable « d'avoir voulu se servir du Kuomintang dans un intérêt personnel » ! Du reste, Nankin, à la même époque, rayait Yen Hsi-Shan du Kuomintang.

Les deux partis s'efforçaient de gagner à leur cause, le jeune maréchal Chang Hsueh-Liang, gouverneur de Mandchourie. La conduite de ce maréchal neutre, en cette circonstance, fut dictée par son désir d'aider le Gouvernement central à maintenir son autorité et à réaliser l'unification de la Chine.

Chiang Kai-Chek, grâce au concours puissant de Chang Hsueh-Liang, remporta rapidement vers la fin de 1930 une grande victoire sur tous ses adversaires. Yen Hsi-Shan et Feng Yu-Hsiang disparaissaient aussitôt.

La Chine était de nouveau unie par les armées du Gouvernement National de Nankin, que dirigeait le Kuomintang. La période militaire ainsi terminée, la « tutelle politique » commença.

CHAPITRE II

LES RELATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT NATIONAL ET LE KUOMINTANG PENDANT LA PÉRIODE DE LA TUTELLE POLITIQUE

D'après les idées directrices du « Programme de la Reconstruction Nationale », pendant la période de tutelle politique, on devra redresser les traités inégaux, établir le régionalisme, émanciper la démocratie. La sous-préfecture sera l'unité sur laquelle s'établira le régionalisme. Au cours de cette période, le Gouvernement doit envoyer dans toutes les sous-préfectures des personnes instruites et pourvues de leurs diplômes, pour y aider le peuple à préparer son autonomie. Le jour où dans le cadre de la sous-préfecture le recensement de la population sera terminé, l'arpentage de terrains achevé, le jour où la police, l'hygiène et l'état-civil seront organisés, le jour où les routes seront construites, le peuple alors, après avoir juré d'appliquer les principes révolutionnaires, pourra élire le sous-préfet et les députés ; la sous-préfecture deviendra complètement autonome, c'est-à-dire qu'elle aura réalisé le régionalisme.

Le citoyen de la sous-préfecture autonome a droit d'élire et de révoquer directement les fonctionnaires, ainsi que le droit de légiférer et celui de referendum.

Chaque sous-préfecture où le gouvernement local autonome est institué, a le droit d'élire un représen-

tant qui participe à l'assemblée des représentants du peuple et, par ce moyen, à la politique du Gouvernement central. On devra en outre organiser les « Cinq pouvoirs » constitutionnels, qui sont : la Cour exécutive, la Cour législative, la Cour judiciaire, la Cour de contrôle et la Cour d'examen, responsables devant l'assemblée des représentants du peuple.

Tous les fonctionnaires et les candidats, soit du Gouvernement central, soit du gouvernement local, doivent subir des examens et doivent être contrôlés par le Gouvernement central.

La période constitutionnelle commencera le jour où toutes les sous-préfectures de la province seront devenues autonomes, la période de tutelle politique est très importante en ce sens qu'elle correspond à la reconstruction nationale, fondement de la République Chinoise. Cette période donne au Gouvernement National le temps d'éduquer le peuple et accorde également au peuple le temps d'acquérir les qualités nécessaires au gouvernement, car le peuple chinois, dans l'ensemble, est encore inapte à l'organisation de gouvernements autonomes. Dans l'intérêt du peuple comme dans l'intérêt de l'Etat, la période de tutelle politique est donc indispensable.

D'après le Dr Sun Yat-Sen, la période de tutelle politique commence lorsqu'une province est complètement pacifiée. Ainsi, en 1931, le Kuomintang, après avoir unifié la Chine, proclama solennellement, dans l'esprit du testament politique du Dr Sun, l'avènement de la période de tutelle politique destinée à éduquer la nation en vue de la réalisation des trois principes du peuple.

Actuellement le Kuomintang est chargé de la tutelle de la Chine, pour organiser, suivant le « Programme de la Reconstruction Nationale » du Dr Sun, l'autonomie des gouvernements locaux et le Gouvernement National central. Mais parce que le Kuomintang est un parti vraiment révolutionnaire, sa « tutelle » consiste *uniquement* à préparer le peuple pour qu'un jour il puisse lui-même exercer le pouvoir.

Nous allons étudier la période de tutelle politique aux trois points de vue : politique, économique et diplomatique.

1) *Au point de vue politique.*

Depuis l'unification de la Chine sous les Nationalistes, l'organisation d'un Gouvernement stable fut établi à Nankin au mois d'octobre 1928.

Avec de légères modifications de détail, le personnel gouvernemental est resté le même depuis la fin de 1927. Les rouages du gouvernement, pendant les époques de troubles, ont continué à fonctionner. Les circonstances peuvent avoir amené des ralentissements dans la préparation ou l'exécution des plans de reconstruction, mais il n'y a pas eu d'arrêt brusque.

Les vues politiques furent cohérentes et logiques. Si le système des comités est un peu complexe, son impuissance relative est compensée par ce qu'il sert de tous les leaders reconnus. L'absence d'un ou deux personnages n'influence pas l'ensemble de l'organisation.

Le Gouvernement National d'aujourd'hui, subor-

donné directement au Kuomintang, va, d'une part, moderniser la nation chinoise pour consolider la vie nationale, et d'autre part, éprouver sa propre stabilité.

Ainsi donc, le Gouvernement National promulgua, le 18 mai 1931, une Constitution provisoire, rédigée par une assemblée des représentants des citoyens à Nankin, assemblée que le Kuomintang avait convoquée en vue de régler les droits et les devoirs du peuple, le programme de la tutelle politique, la vie nationale, l'instruction nationale, les pouvoirs centraux et les pouvoirs locaux, enfin l'organisation gouvernementale.

Cette Constitution provisoire a deux caractères généraux. D'abord, elle ne s'appliquera que pendant la période de tutelle politique, au cours de laquelle la souveraineté nationale est déléguée au Congrès national des représentants du pays tout entier, au Kuomintang, et dans l'intervalle, entre les Congrès, au Comité exécutif central du Kuomintang. Ensuite, elle organise les « Cinq Cours » : la Cour exécutive, la Cour législative, la Cour judiciaire, la Cour de contrôle et la Cour d'examen.

En outre, au point de vue de la reconstruction matérielle, le Gouvernement National, dans ces dernières années, a fait des efforts remarquables. Un réseau ferroviaire a été remis en état d'exploitation commerciale. L'inauguration du service aéropostal et de transport des passagers entre Changhaï et Hankeou, aura pour effet d'assurer la liaison entre les villes importantes de la Chine ; bientôt l'Europe et la Chine

seront reliées par avion ; 17.000 milles de lignes télégraphiques détruites avant le régime nationaliste ont été rétablies ; les liaisons postales nouvelles par autobus ont été créées. Elles atteignent un développement de 17.000 milles. Vingt-cinq nouveaux bureaux de télégraphes ont été ouverts ; cinquante-deux stations radiotélégraphiques, à longues et courtes ondes, ont été installées. Une puissante station de T.S.F. en communication directe avec le monde entier a été ouverte tout récemment. Ce sont là des indices qui prouvent que la Chine n'est pas uniquement en période de guerre civile. Enfin on peut répéter peut-être que la Chine, plus grande que l'Europe, est plus continentale que campagnarde. De nombreuses régions, non directement affectées par les troubles, ont continué leur vie ordinaire.

Il faut noter ceci : le Gouvernement National a réussi vers la seconde moitié de l'année 1931 à exclure les communistes grâce aux troupes gouvernementales. Les communistes, qui ont depuis longtemps pour objet l'échec de la révolution nationaliste, se réfugièrent alors dans la région montagneuse du nord-est de la province de Kiangsi.

2) *Au point de vue économique.*

Jusqu'à présent la politique économique en Chine n'était pas encore aussi bien organisée que celle des pays européens, américains et même du Japon ; mais elle progresse et progressera. Grâce à l'habileté du Gouvernement National, et malgré toutes sortes de

handicaps, le crédit national a pu être rétabli pour faire face à l'intérêt de toutes les émissions d'obligations faites depuis 1927. Des efforts couronnés de succès ont été tentés également pour faire face aux obligations étrangères défailtantes, héritage des Gouvernements de Pékin.

En matière financière le Gouvernement National est contrôlé par le Kuomintang qui est responsable de l'économie nationale devant le pays tout entier. Ainsi, le présent Gouvernement s'est efforcé d'équilibrer ses recettes et ses dépenses courantes et d'observer de sains principes financiers. Il a consolidé et simplifié divers impôts. A défaut de système budgétaire proprement dit, le Ministère des Finances a publié une déclaration annuelle. Une banque centrale a été créée. On a constitué un Comité financier national, qui comprend parmi ses membres des représentants influents des milieux bancaires et commerciaux. Le Ministère des Finances s'efforce également de contrôler les finances des provinces, où les impôts sont souvent encore perçus de façon peu satisfaisante. Le Gouvernement s'est acquis un titre de mérite par ces diverses mesures. Toutefois, les guerres civiles l'ont contraint à accroître sa dette intérieure d'environ un milliard de dollars (argent) depuis 1927. Il n'a pu exécuter rapidement ses plans de la reconstruction en raison du manque de fonds, et la même raison l'a empêché d'exécuter un programme complet d'amélioration des communications, qui est d'une nécessité si urgente pour la solution de la plupart des problèmes nationaux. Certes,

le Gouvernement a subi maint échec, mais ses réalisations sont déjà nombreuses.

Quant aux liens économiques de la Chine avec ses Trois Provinces de l'Est, c'est-à-dire la Mandchourie, ils deviennent sans cesse plus étroits comme le prouve le développement des relations commerciales : les importations, les exportations, etc...

Au point de vue international, le Dr Sun Yat-Sen a dressé un vaste plan de participation internationale au développement économique du pays. Le Gouvernement National, lui aussi, a, dans ces dernières années, accepté, pour la solution des difficultés, la coopération et l'aide internationale.

Depuis 1930, par exemple, à l'occasion du plan de développement économique, il est resté toujours en liaison avec les organisations techniques de la Société des Nations et de la constitution du Conseil économique national en 1931, de même lorsqu'il fallut prendre des mesures de secours rendues nécessaires par les grandes inondations.

3) *Au point de vue diplomatique.*

Considérée comme aussi importante que la reconstruction nationale a été la réorganisation équitable et raisonnable du Statut international de la Chine. La débâcle de la Chine depuis le dernier siècle est trop bien connue pour qu'il soit nécessaire de la rappeler. Qu'il suffise de signaler qu'avant la Conférence de Washington, elle n'a pas retrouvé un semblant d'équilibre. Pendant les années qui ont précédé immédiatement la révolution de 1911 et celles qui

l'ont suivie, il y eut parmi les Chinois cultivés un sentiment commun que la justice exigeait une égalité internationale pour leur pays, qui perdait lamentablement sa souveraineté et glissait vers un état sub-colonial.

Les vingt-et-une demandes japonaises, l'idéalisme Wilsonien, les désillusions du Traité de Versailles, tous ces événements successifs ont hâté la fermentation de ce sentiment jusqu'au jour où, après avoir été longtemps comprimé, il a fait explosion à la première occasion. Cette occasion a été l'affaire de Changhaï de 1925. Dès lors, bon gré mal gré, les Chinois se sont vus obligés d'accepter la politique étrangère du Kuomintang et ce fut d'abord grâce à la politique étrangère que ce parti s'assura sa popularité dans le pays. Le premier et le plus important article du Manifeste adopté par le premier Congrès national du Kuomintang en 1924 était :

« Tous les traités injustes tels que ceux prévoyant des territoires donnés à bail, des privilèges extra-territoriaux, un contrôle de l'étranger sur le tarif douanier, et les sphères d'influence doivent être abolis ; de nouveaux traités seront conclus sur une base d'égalité absolue et sur le respect mutuel des droits souverains. »

Lorsque le Gouvernement National fut constitué après l'unification de la Chine par l'armée du Kuomintang, son rôle le plus important fut d'instaurer les relations sino-étrangères sur la base de l'égalité et de la réciprocité et tous ses efforts tendirent à l'abolition des traités inégaux, abolition réclamée

depuis longtemps par le peuple chinois. C'est alors qu'a vraiment commencé une ère nouvelle pour la politique étrangère de la Chine.

Par bonheur, conjointement avec la décision des Nationalistes de modifier l'état de choses, se produisirent certains événements tels que le memorandum Chamberlain, la rétrocession des concessions britanniques à Hankéou et à Kiukiang, l'admission de représentants chinois au Conseil municipal du Settlement International à Changhaï. En conséquence, en 1928, la déclaration du Ministre des Affaires étrangères chinois contenait le passage suivant :

« Le Gouvernement National va prendre immédiatement des mesures pour mettre fin, *avec la procédure appropriée*, aux traités injustes non encore venus à expiration, et conclure de nouveaux traités. »

La politique est la même, mais la procédure est différente. Ce que veut la Chine, c'est l'abrogation du régime des traités injustes. Elle veut cette abrogation, par des moyens pacifiques, amiables et sans préjudice pour les intérêts de tous. Cette abrogation est en train de s'opérer. D'ailleurs, la Société des Nations a préconisé la révision des traités dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde (article 19 du pacte de la S.D.N.). La Chine a déjà obtenu l'autonomie des tarifs. Plusieurs concessions et le territoire à bail de Wei-Hai-Wei ont été récupérés. Cinq Etats ont, sous certaines conditions, renoncé à l'extraterritorialité. Des négociations sur ce sujet sont en cours avec la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique et le Japon. Des

traités commerciaux, équitables et réciproques, ont été conclus avec la Pologne, la Grèce, la Tchéco-Slovaquie et la Perse.

Tels sont les efforts du Gouvernement actuel qui, pour réaliser son programme, est prêt à déployer une énergique activité extérieure et projette d'obtenir plus facilement par voie diplomatique les résultats qu'il escompte.

La diplomatie chinoise a déjà commencé à porter ses fruits. La Chine, peu à peu, reconquiert complètement les droits que, par faiblesse, elle avait abandonnés et aliénés. Le Gouvernement National peut donc poursuivre son action régulière pour parvenir à faire de la Chine un Etat fort, qui aura recouvré une indépendance absolue.

D'autre part, la politique extérieure du Gouvernement National ne cherche nullement à nuire à l'étranger. Son unique objet est d'obtenir que la Chine soit maîtresse chez elle comme le sont chez eux tous les autres peuples. Elle espère vivement que les Nations amies la comprendront et l'aideront dans sa tâche. Une fois sa tâche accomplie, la Chine ne manquera pas de collaborer au maintien de la paix dans le monde.

En résumé, nous avons constaté qu'au cours de ces dernières années, le Gouvernement National, sous le contrôle direct du Kuomintang, a déjà mené à bien bon nombre de ses entreprises : politiques, économiques et diplomatiques, et qu'il a, en outre, le plus tôt possible, tout ce qui sera nécessaire à la période de la tutelle politique. Alors seulement débutera la période constitutionnelle.

CHAPITRE III

QUELLES SONT, PENDANT LA PÉRIODE CONSTITUTIONNELLE, LES RELATIONS DU KUOMINTANG AVEC LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ?

Nous répondrons rapidement à cette question. Pendant la période de tutelle politique, le Kuomintang, on l'a vu, doit diriger et aider le peuple à préparer son autonomie dans toutes les sous-préfectures. Mais aussitôt que la période constitutionnelle sera venue, et que le peuple s'intéressera à la politique de la nation, le Kuomintang lui cédera la direction du mouvement afin que le Gouvernement du nouvel Etat démocratique puisse être formé par les « leaders » élus.

Il nous paraît nécessaire d'exposer, conformément aux idées du « Programme de la Reconstruction Nationale » ce qui adviendra pendant la future période constitutionnelle.

La période constitutionnelle commencera le jour où toutes les sous-préfectures de province seront devenues autonomes. L'assemblée des représentants du peuple pourra élire un gouverneur civil qui dirigera la province autonome. En ce qui concerne les affaires dépendant de l'administration nationale, le gouverneur de province est sous les ordres du Gouvernement central.

Pendant cette période, il faut adopter le système de l'équilibre des pouvoirs entre le pouvoir Central

et les autorités locales. Toutes les affaires de caractère surtout national appartiennent au Gouvernement central, celles de caractère surtout local au gouvernement local. Ainsi, il n'y aura ni excès de centralisation ni excès de décentralisation.

L'unité d'administration autonome est la sous-préfecture. La province sert de liaison entre celle-là et le Gouvernement central.

Au début de la période constitutionnelle, le Gouvernement Central doit achever d'établir les « Cinq Cours » qui exerceront les « cinq pouvoirs », à savoir : la Cour exécutive, la Cour législative, la Cour judiciaire, la Cour de contrôle et la Cour d'examen.

La Cour exécutive établit provisoirement les ministères suivants :

- 1° Le ministère de l'Intérieur ;
- 2° — des Affaires étrangères ;
- 3° — des Affaires militaires ;
- 4° — des Finances ;
- 5° — de l'Agriculture et des Mines ;
- 6° — du Travail et du Commerce ;
- 7° — de l'Instruction publique ;
- 8° — des Communications.

Avant la promulgation de la Constitution, les Présidents des cinq Cours sont en général nommés et révoqués par le Président de la République aux ordres duquel ils sont soumis.

Le projet de Constitution est basé sur les principes fondamentaux de la reconstruction et sur les résultats acquis pendant la période de « tutelle politique .»

Pendant la période constitutionnelle, cette Constitution est rédigée par la Cour législative qui souvent la communique au peuple, de sorte qu'elle puisse être adoptée et appliquée en temps voulu.

Le jour où plus de la moitié des provinces du pays inaugureront la période constitutionnelle, c'est-à-dire où chacune des provinces en question sera devenue autonome, on convoquera l'assemblée des représentants du peuple pour promulguer la Constitution.

Après la promulgation de la Constitution, la conduite du Gouvernement central appartiendra à l'assemblée des représentants du peuple. Celle-ci aura le droit d'élire et de révoquer les fonctionnaires du Gouvernement central.

Elle légiférera et pourra recourir au referendum.

Le jour de la promulgation de la Constitution parachèvera la période constitutionnelle. Selon la Constitution, tous les citoyens du pays participeront à la grande élection. Le Gouvernement National se démettra de ses fonctions trois mois après l'élection et cédera le Gouvernement aux élus du peuple. Ainsi doit s'accomplir l'œuvre de Reconstruction nationale.

CHAPITRE IV

L'ORGANISATION DU KUOMINTANG

En 1924, on commença à réorganiser le Kuomintang. En janvier, le premier Congrès national du Kuomintang se réunit à Canton sous la présidence

du Dr Sun Yat-Sen. Il publia une déclaration pour réformer le parti. Cette déclaration se termine par le programme politique du Kuomintang.

1) *Sa politique.*

D'après le dit programme, il y a sept articles concernant la politique étrangère et quinze articles touchant la politique intérieure.

Dans son programme de politique étrangère, le Kuomintang demande l'abolition de tous les traités basés sur l'inégalité des deux parties contractantes. Dans cet ordre d'idées, les territoires concédés à bail, l'exterritorialité, le droit de contrôle sur les douanes et tous les droits politiques exercés par les étrangers contrairement à la souveraineté de la Chine doivent être abolis, et de nouveaux traités, basés sur le principe d'une reconnaissance mutuelle des droits souverains, doivent être conclus. Toutes les nations qui abandonneront volontairement leurs droits spéciaux et abrogeront tous les traités dérogeant à la souveraineté de la Chine seront reconnues par celle-ci comme devant être plus favorisées que les autres. Le principe fondamental de la révision des traités est la sauvegarde des intérêts des deux parties contractantes.

Dans son programme de politique intérieure, le Kuomintang adopte le système de l'égalité des pouvoirs, il ne faut ni concentrer, ni séparer, mais égaliser. Il faut prendre les « hsien » ou « sous-préfectures » comme unité, la province jouant le rôle d'intermédiaire entre le Gouvernement central et les

sous-préfectures. Tout ce qui concerne la nation est du ressort du Gouvernement central ; tout ce qui concerne les intérêts des localités particulières incombe aux gouvernements locaux.

Trois résolutions importantes furent votées par les Congrès. La première comporte ce qu'on appelle les « trois principes du peuple » et les « trois périodes ». Ces « trois périodes » sont les étapes successives que doit suivre la révolution nationale.

La seconde résolution définit la révolution nationale. Celle-ci doit être faite par le peuple entier et pour le peuple entier.

La troisième tolère l'adhésion des communistes au Kuomintang pour soutenir le mouvement révolutionnaire national.

On a fini par comprendre que, seul, le Kuomintang pouvait sauver le pays de l'anarchie.

2) *Son organisation.*

Voici comment se présente l'organisation du Kuomintang :

I. — *Organes principaux du Kuomintang :*

- 1° Le Conseil central du Kuomintang ;
- 2° Le Conseil provincial du Kuomintang ;
- 3° Le Conseil communal du Kuomintang ;
- 4° Le Conseil régional du Kuomintang ;
- 5° Le Conseil divisionnaire du Kuomintang.

II. — *Organes législatifs du Kuomintang :*

- 1° Le Congrès national des représentants du pays tout entier ;

2° L'assemblée provinciale des représentants de la province ;

3° L'assemblée communale des représentants de la commune ;

4° L'assemblée régionale des représentants de la région ;

5° L'assemblée divisionnaire des représentants de la division.

III. — *Organes exécutifs du Kuomintang :*

1° Le Comité exécutif central du Kuomintang ;

2° Le Comité exécutif provincial du Kuomintang ;

3° Le Comité exécutif communal du Kuomintang ;

4° Le Comité régional du Kuomintang ;

5° Le Comité divisionnaire du Kuomintang ;

6° Le Comité sub-divisionnaire du Kuomintang.

IV. — *Organisation du Kuomintang dans les groupements :*

Dans n'importe quel groupement, soit privé, soit public ou demi-public, par exemple : les syndicats ouvriers, les syndicats de cultivateurs, les associations d'instituteurs et de professeurs, les associations amicales diverses, les Chambres de commerce, les écoles, les assemblées législatives, etc., les membres du Kuomintang devront organiser une cellule du parti, et en même temps, répandre l'influence du parti dans les groupements non Kuomintang. On y fera la propagande en faveur de la doctrine et de la politique du Kuomintang, on dirigera l'activité des dits groupements, d'après les principes du parti.

V. — *Organe fondamental du Kuomintang :*

Le Comité sub-divisionnaire est la cellule fondamentale de l'organisation du Kuomintang. Toute activité, quelle qu'elle soit, relève finalement de cet organisme, jadis au contraire les intellectuels et les possédants participaient seuls à l'activité politique. Qu'un membre du parti étranger à une région arrive dans cette région, il deviendra membre des organisations du Kuomintang de la dite région. On n'a plus de préjugés locaux ni de préjugés de classe. On augmentera en même temps, la responsabilité vis-à-vis du parti.

VI. — *Organes directeurs de la politique du Kuomintang :*

1° A caractère permanent : Tel est le cas du Conseil politique central ;

2° A caractère temporaire : Tel est le cas du sous-conseil politique.

VII. — *Organes décentralisés de la politique du Kuomintang :*

Les organisations ci-dessous seront établies lorsqu'on aura inauguré la période constitutionnelle :

1° L'assemblée communale qui choisira les membres du conseil municipal pour délibérer sur les affaires municipales ;

2° L'assemblée cantonale qui choisira les membres du conseil cantonal pour délibérer sur les affaires cantonales ;

3° L'assemblée de sous-préfecture qui choisira les

membres de son conseil pour délibérer sur les affaires de la sous-préfecture et désigner le sous-préfet ;

4° L'assemblée provinciale qui choisira les membres du conseil provincial pour délibérer sur les affaires de la province et qui désignera le gouverneur ;

5° L'assemblée nationale qui élira les ministres et le Président de la République.

VIII. — *Organes de contrôle du Kuomintang ::*

1° Le Comité central de contrôle est l'émanation du Congrès national des délégués du Kuomintang, du pays tout entier ;

2° Le Conseil central de contrôle est désigné par décret du Gouvernement National ;

3° Le sous-Comité de contrôle de chaque province est organisé par décret du Gouvernement National ;

4° Quelques groupements locaux peuvent élire plusieurs membres de contrôle.

D'après le statut fondamental du Kuomintang, le Congrès national du parti est l'organe suprême ; il se tient une fois par an, sans compter une réunion spéciale. Il détient l'autorité la plus élevée et dirige le fonctionnement du Gouvernement.

Lorsque le Congrès National n'est pas réuni en session, c'est le Comité central exécutif qui exerce le pouvoir. Il se réunit en séance plénière. Une fois tous les trois mois, sauf en cas de circonstances exceptionnelles, il sera convoqué en session spéciale. Ce Comité, qui exerce une autorité suprême, est res-

ponsable vis-à-vis des représentants du Congrès national.

En séance plénière les membres du Comité central exécutif choisissent parmi les membres du Conseil politique, quelques-uns d'entre eux pour s'occuper des affaires administratives. Ceux-ci organisent une Commission permanente des affaires administratives. En ce qui concerne les affaires militaires, politiques et celles qui touchent le parti, cette Commission décide en dernier ressort. Cette fonction est valable jusqu'à la prochaine séance plénière du Comité central exécutif.

Au-dessous du Comité central exécutif, il y a encore un Conseil politique et un conseil militaire qui exercent respectivement les deux pouvoirs suprêmes.

Voici, en résumé, quelle est l'organisation intérieure du parti. Les deux organes les plus importants : le Conseil politique central et la Commission des affaires administratives sont subordonnés au Comité central exécutif, lequel est responsable directement vis-à-vis du Congrès national. Les représentants du Congrès national sont élus au suffrage universel à l'intérieur du parti. Cette organisation doit donner toute satisfaction au peuple Chinois.

CHAPITRE V

L'ORGANISATION DU GOUVERNEMENT NATIONAL

Nous allons expliquer sommairement la compétence du Gouvernement National avant que d'exposer son organisation actuelle.

1) *Sa compétence.*

D'après la loi organique du 15 juin 1931, le Gouvernement National commande à la totalité des forces militaires, terrestres, navales et aériennes, il a la prérogative de déclarer la guerre, de conclure la paix et de signer les traités. Il promulgue les lois et publie les décrets. Il a aussi la prérogative d'accorder l'amnistie générale, l'amnistie spéciale et la commutation des peines. Enfin, il établit le budget des dépenses et des recettes de l'Etat, et promulgue ce budget.

A ces points de vue, le Gouvernement National est un gouvernement centralisé. Il représente seul la République Chinoise vis-à-vis des puissances étrangères et devient, ainsi, le pouvoir souverain de la Chine.

Voici donc quels sont les traits caractéristiques du Gouvernement National, une compétence absolue à l'extérieur autant qu'à l'intérieur, aussi bien en ce qui concerne l'administration des provinces que l'administration centrale.

2) *Son organisation.*

I. — Le Président du Gouvernement National.

Le Président du Gouvernement National remplace l'ancien président de la République Chinoise. Comme il est désigné pendant la période de tutelle politique par le Conseil politique central du Kuomintang, on n'a pas pris la peine de régler tous les détails de la nomination.

Le Président du Gouvernement National a les attributions suivantes :

1° Dans les relations internationales, il représente le Gouvernement National pour recevoir les ministres étrangers, présider les cérémonies internationales ou y participer ;

2° En tant que chef du pouvoir exécutif, il commande en chef l'ensemble des forces militaires, terrestres, navales et aériennes de la République Chinoise.

Il préside le Conseil d'Etat. C'est sur sa proposition que les Présidents des cinq Cours, le vice-Commandant des forces chinoises de terre, de mer et de l'air, et tous les chefs des départements ministériels du Gouvernement National sont nommés et révoqués par le Gouvernement National.

Pour exercer ses attributions, le Président du Gouvernement National est assisté par le Département politique principal, le Département du protocole et le Conseil militaire central. La durée des pouvoirs du Président du Gouvernement National sera égale à la durée de la période de tutelle politique.

L'organisation chinoise ressemble à la Constitution française au point de vue de la publication des décrets. En France, les décrets sous forme de règlements d'administration publique sont d'abord soumis au Conseil d'Etat. En Chine, la promulgation des lois et la publication des décrets est effectuée après délibération du Conseil d'Etat.

Chaque décret présidentiel doit être signé par lui, contresigné par les Présidents des cinq Cours,

La nouvelle Constitution provisoire est muette quant à la responsabilité du chef d'Etat, mais, en vertu de la décision du Conseil politique central du Kuomintang du 6 mars 1928, le Président du Gouvernement National ne peut être mis en accusation, dans le cas de haute trahison, que par la Cour de contrôle. Il ne peut être jugé que par la Cour suprême.

II. — Le Conseil d'Etat.

Le Gouvernement National établit un Conseil d'Etat. C'est un organe gouvernemental qui comprend un Président, les membres d'Etat, les Présidents et vice-Présidents des cinq Cours. Le Président du Gouvernement National est en même temps le Président du Conseil d'Etat. Dans le cas où le Président du Gouvernement National ne peut exercer ses fonctions pour une cause quelconque, il est remplacé par le Président de la Cour exécutive.

Le Conseil d'Etat joue un rôle plus important que le Président du Gouvernement National :

1° Il sert de médiateur, résoud les différends survenus entre les Cours et coordonne les travaux de ces Cours. Pour cette raison, l'article 19 de la loi organique du 15 juin 1931 stipule que « Lorsque une question ne peut être résolue par une ou plusieurs Cours, elle est tranchée par le Conseil d'Etat » ;

2° Il est le chef du pouvoir exécutif du Gouvernement National lorsqu'il promulgue tous les ordres, lance tous mandats et autres ordres au nom du Gouvernement. A l'égard de la Cour législative, il a le

droit de sanction, c'est-à-dire la faculté de refuser la mise en vigueur d'une loi votée par le Parlement. Puis il promulgue la loi : l'article 35 de la loi organique du 15 juin 1931 stipule que « toutes les résolutions passées par la Cour législative seront sanctionnées et promulguées par le Conseil d'Etat. »

III. — La Cour exécutive.

La Cour exécutive rappelle le système des anciens « ministres de Cabinet », le Président de la Cour est comme le premier ministre qui se trouve à la tête du Conseil exécutif aidé par plusieurs collaborateurs, les ministres.

La Cour exécutive est donc l'organe exécutif suprême du Gouvernement National. Elle comporte un Président et un vice-Président. Lorsque le président ne peut exercer ses fonctions pour une cause quelconque, il est remplacé par le vice-Président.

La Cour exécutive est organisée à l'aide des ministres. Ces derniers se partagent le pouvoir exécutif. En outre, la Cour peut établir des commissions pour régler les affaires exécutives spéciales. Chaque ministère comporte un ministre, un vice-ministre pour les affaires politiques et un vice-ministre pour les affaires courantes. Chaque Commission comprend un président et un vice-président. Les ministres et les présidents sont nommés et révoqués par décret du Gouvernement National, sur présentation du Président de la Cour et sur la proposition du Président du Gouvernement National. Les vice-ministres et les vice-présidents sont nommés et révoqués sur la proposition du Président de la Cour par le Gouvernement

National. La Cour exécutive a le droit d'augmenter ou de diminuer le nombre des ministres et des Commissions ou de les fusionner, après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat et de la Cour législative.

La Cour exécutive peut soumettre des projets de loi à la Cour législative, touchant les affaires de sa propre compétence. Elle constitue, dans son sein, un Conseil pour délibérer et soumettre à la Cour législative les projets de loi, les budgets, les amnisties, les déclarations de guerre, les conclusions de paix, les traités, ainsi que toutes les autres questions importantes d'ordre international ; pour discuter et voter les propositions de nominations ou de révocation des fonctionnaires de l'exécutif, les questions pendantes entre les différents ministres ou les différentes commissions, et plus généralement, toute question, qui, conformément à la loi, ou suivant l'opinion du Président de la Cour exécutive, doit être tranchée par cette Cour.

IV. — La Cour législative.

La Cour législative a pour but de codifier les lois. A première vue, il semble qu'elle ne soit pas un parlement ; puisque ses membres, son Président et son vice-Président, au lieu d'être élus par le peuple, sont nommés par décret sur la demande du Conseil politique central du Kuomintang. Elle ressemble à l'ancien bureau de la codification des lois. La Cour législative est composée d'un Président et d'un vice-Président. En cas d'absence le Président est rempla-

cé par le vice-Président. Le nombre des membres est arrêté par le Conseil politique central du Kuomintang, selon les besoins de cette institution. Actuellement, le nombre varie de quarante-neuf à quatre-vingt-dix-neuf. Ces membres sont nommés par le Gouvernement National sur présentation du Président de la Cour et sur proposition du Président du Gouvernement National. Ils restent en fonction pendant deux ans. Il ne peuvent exercer concurremment aucune autre fonction dans un organe du Gouvernement central ou des gouvernements locaux.

D'après l'article 9 de la loi organique du 15 juin 1931, la Cour législative est l'organe législatif suprême du Gouvernement National. En vertu de cette clause, les attributions de la Cour législative sont, d'une manière implicite, aussi nombreuses et aussi variées que celles d'un Parlement moderne. Elle a la faculté de délibérer sur les propositions de loi ; d'autre part, cette faculté appartient aussi aux autres Cours, dans les limites de leur compétence. Cette disposition est analogue à celle de la Constitution française : « Le Président de la République a l'initiative des lois, concurremment avec les membres des deux Chambres » (L. C. 25 février 1875, art. 3, al. 1).

Au point de vue du droit d'amendement, la Cour législative, saisie d'un projet de loi, soit par une des quatre Cours, soit par ses membres, a le droit de le modifier et de l'amender ? Ce droit d'amendement est évidemment une conséquence de celui d'initiative. On vote à la majorité. Pour que le projet voté par la Cour législative ait véritablement force de loi, il doit être

confirmé par le Conseil d'Etat qui a toujours le droit de refuser la ratification.

Au point de vue des relations internationales, la Cour législative a les mêmes attributions que le Congrès des Etats-Unis d'Amérique. Par exemple elle est appelée à voter sur les déclarations de guerre, sur les armistices, sur les conclusions de traités et sur les affaires internationales importantes.

La Cour législative en matière financière possède un droit analogue au droit de priorité de la Chambre des députés en France et de la Chambre des Communes en Angleterre.

V. — La Cour judiciaire.

Le pouvoir de la Cour judiciaire est nettement séparé des autres pouvoirs dans le Gouvernement National. Tous les procès administratifs, ou judiciaires rentrent dans sa compétence ; son Président et son vice-Président sont désignés par le Conseil politique central du Kuomintang. Ce qui prouve l'indépendance de la Cour judiciaire vis-à-vis de la Cour exécutive.

La Cour judiciaire possède un Président et un vice-Président, elle comprend les services et les ministères suivants :

- 1° Le Ministère de l'Administration judiciaire ;
- 2° La Cour suprême ;
- 3° Le Tribunal administratif ;
- 4° La Commission des sanctions disciplinaires des fonctionnaires.

Le Président de la Cour judiciaire dirige toutes les

affaires administratives ressortissant à la dite Cour. Il a aussi le droit, après avis du Président de la Cour suprême et des présidents des Chambres des tribunaux intéressés, de procéder à l'interprétation des lois et des décrets ainsi que de modifier les jugements rendus. Dans ces cas il préside lui-même les délibérations.

Le Ministère de la Justice s'occupe sur l'ordre du Président de la Cour judiciaire de toutes les affaires concernant l'administration judiciaire.

La Cour suprême a le droit de prendre, conformément aux lois, des décisions en dernier ressort touchant les questions de procédure civile et pénale.

Le Tribunal administratif décide, conformément aux lois, des questions administratives.

La Commission des sanctions disciplinaires des fonctionnaires s'occupe, conformément aux lois, des sanctions disciplinaires à infliger aux fonctionnaires et aux juges.

D'après l'article 37 de la loi organique du 15 juin 1931, la Cour judiciaire est l'organe judiciaire suprême du Gouvernement National. A ce point de vue, elle a une compétence très étendue. Elle contrôle évidemment les jugements judiciaires et les jugements administratifs. Elle applique les sanctions disciplinaires prononcées contre les fonctionnaires judiciaires. Elle décide encore de l'amnistie spéciale, de la commutation des peines et de la réintégration, cependant ces mesures doivent être, sur sa proposition, ratifiées par le Gouvernement.

D'après l'article 39 de la loi organique citée plus haut, la Cour judiciaire pourra soumettre à la Cour lé-

gislative des projets de lois ; conformément à la décision prise après avis du Président de la Cour suprême et des présidents des diverses Chambres de la Cour. Le Président de la Cour judiciaire aura enfin le droit d'interpréter les lois et de modifier la jurisprudence. Cette dernière disposition est d'importance. Auparavant, un semblable droit appartenait au Président de la Cour suprême (article 35 de la loi de l'organisation judiciaire du 7 février 1910). Maintenant, ce pouvoir important est dévolu à la Cour judiciaire.

VI. — La Cour de contrôle.

Ce qui frappe d'abord dans la Cour de contrôle, c'est la liberté des membres de cette Cour. Sous le régime impérial ; les censeurs étaient irresponsables de leurs actes, bien que ces derniers fussent souvent fort critiquables. Les fonctions des censeurs étaient inviolables. Aujourd'hui, ce privilège existe encore dans la Cour de contrôle. Les membres de la Cour de contrôle jouissent de la même irresponsabilité que les parlementaires, de même qu'ils observent la règle s'appliquant aux législateurs de l'incompatibilité avec les fonctions publiques. Le pouvoir de contrôle est donc un pouvoir qui ne dépend pas des autres.

La Cour de contrôle est l'organe suprême de contrôle du Gouvernement National. Elle comporte un Président, un vice-Président, et un nombre de membres qui varie entre vingt-neuf et quarante-neuf. Ces contrôleurs sont nommés par le Gouvernement National sur la demande du Président de la Cour de contrôle et sur proposition du Président du Gouvernement

National. Lorsque le Président ne peut exercer ses fonctions pour une cause quelconque, il est remplacé par le vice-Président. Les contrôleurs ne peuvent pas être en même temps fonctionnaires du Gouvernement central et d'un gouvernement local.

Pour exécuter le travail intérieur de la Cour de contrôle, on a établi un « Département de vérification des comptes ». Autrefois, on l'appelait la « Cour des comptes ». Cette institution joue un rôle important dans le fonctionnement de la Cour de contrôle.

La Cour de contrôle aura pouvoir de présenter des projets de lois à la Cour législative, dans les limites de sa compétence. Elle exerce deux attributions principales : la Censure et la Vérification des comptes.

Pour exercer la première fonction, on a établi une Commission de contrôle. Celle-ci peut procéder d'une manière indépendante à des opérations de censure ; la seconde fonction est relative aux attributions du « département de la vérification des comptes ». La compétence de cet organisme comprend :

1° les questions concernant les budgets annuels du Gouvernement National, des gouvernements provinciaux et des municipalités spéciales ;

2° les questions concernant les recettes et dépenses mensuelles des divers organes administratifs dépendant du Gouvernement National ;

3° les questions concernant les recettes et dépenses des trésoriers spéciaux.

Il faut noter que la compétence de la Cour de contrôle s'applique non seulement aux organes ou fonctionnaires centraux, mais aussi aux organes ou fonc-

tionnaires locaux. Elle a un caractère universel, aussi bien quand elle exerce la censure, que lorsqu'elle procède à la vérification des comptes.

En outre, la compétence de la Cour de contrôle s'étend à tous les organes qui dépendent d'elle. C'est elle qui établit les centres locaux de contrôle. Ainsi, les contrôleurs peuvent exercer leurs attributions de censure à l'égard de leurs collègues.

Voici comment s'exerce le pouvoir de contrôle. Le Président de la Cour désigne trois contrôleurs pour examiner l'accusation qui est formulée. Si la majorité estime qu'il y a lieu à une sanction disciplinaire, la Cour de contrôle fait comparaître l'accusé devant la Commission des sanctions disciplinaires de la Cour judiciaire. Au cas où cette Commission, après avoir délibéré, ne condamnerait pas le fonctionnaire accusé, la responsabilité des contrôleurs n'est pas engagée.

Toutefois, lorsqu'un contrôleur renouvelle l'accusation, la Cour de contrôle doit soumettre à nouveau le fonctionnaire accusé à la Commission des sanctions disciplinaires. Mais, dans le cas où cette Commission, après en avoir délibéré, ne condamne pas le fonctionnaire accusé, le contrôleur est jugé conformément au Statut des contrôleurs.

Le contrôleur accusateur, une fois lancée son accusation, ne pourra la retirer. Un contrôleur peut accuser un censeur. De plus, la Cour judiciaire peut se plaindre à la Cour de contrôle, si le censeur ne remplit pas ses fonctions.

VII. — La Cour d'examen.

Dans les pays européens, le système des concours pour choisir les fonctionnaires capables nécessaires aux services publics, relève de l'exécutif, ce sont les ministères qui les organisent. Il n'y a pas de pouvoir distinct pour l'examen. Dans le Gouvernement National Chinois, le pouvoir d'examen existe, il est indépendant des autres pouvoirs.

La Cour d'examen détient donc ce pouvoir indépendant qui se manifeste par la hiérarchie et l'unification des examens. Tous les candidats qui entrent dans les services publics, soit d'Etat, soit des gouvernements locaux, doivent avoir subi avec succès l'examen ordonné par cette Cour.

La Cour d'examen comprend un Président et un vice-Président. Le Président est chargé de l'administration de la dite Cour. Lorsque le Président ne peut exercer ses fonctions pour une cause quelconque, il est remplacé par le vice-Président. Ces deux Présidents sont nommés sur la proposition du Conseil politique central du Kuomintang par décret du Gouvernement National.

La Cour d'examen se compose d'une Commission d'examen et d'un « Ministère de classement ». Chacun de ces deux organes comprend un président, un vice-président et plusieurs membres. Ceux-ci sont, sur la demande du président de la Cour, nommés par décret du Gouvernement National.

Organe suprême d'examen du Gouvernement National, la Cour procède à l'examen et au classement des fonctionnaires publics. Aucun fonctionnaire ne peut

être nommé qu'après avoir été examiné et classé conformément aux lois par la Cour d'examen.

Rentrent dans la compétence de la Commission d'examen :

1° L'examen des fonctionnaires civils, judiciaires, diplomatiques et techniques ;

2° Les décisions relatives aux méthodes et à l'organisation des commissions d'examen dans toutes les provinces ;

3° Les affaires concernant le service des examens et toutes les autres décisions nécessaires.

Rentrent dans la compétence du « Ministère de classement » :

1° La liste des fonctionnaires et des candidats reçus avec leurs notes d'examen ;

2° Les enquêtes et décisions relatives à la capacité, à la nomination, à l'avancement, aux mutations, à la dégradation et à la révocation des fonctionnaires ;

3° L'enregistrement des enquêtes et décisions concernant les traitements et récompenses des fonctionnaires.

Quant à ses rapports avec le pouvoir législatif, la Cour d'examen comme chacune des autres Cours, peut soumettre des projets de lois à la Cour législative, en ce qui concerne les questions de sa compétence. Bref, la Cour d'examen est un organe permanent ayant une compétence non seulement pour examiner mais aussi pour classer les fonctionnaires.

CHAPITRE VI

LA SITUATION IMPORTANTE DU KUOMINTANG DANS LE GOUVERNEMENT NATIONAL

Nous avons dit plus haut que dans la période de tutelle politique le peuple n'exerce pas lui-même ses pouvoirs. Le tuteur du peuple s'en charge et ce tuteur, c'est un parti : le Kuomintang. Le régime en vigueur en Chine peut se définir : une organisation gouvernementale provisoire, destinée à fonctionner pendant la minorité politique de la nation et représentée par la dictature d'un parti. Ce parti tout-puissant, se considère comme détenant la vérité révélée en matière de Gouvernement.

Le Kuomintang s'identifie pratiquement avec le Gouvernement. C'est par ce trait que le nouveau régime politique chinois s'apparente au fascisme, au bolchevisme et, d'une manière générale, à toutes les régions dans lesquelles le Gouvernement est la chose d'un parti et non la chose publique.

Ainsi, la situation du Kuomintang dans le Gouvernement National est prépondérante. Ce dernier est organisé par les élus des membres du Comité exécutif central du Kuomintang. Il y a, parmi eux, cinq membres de la Commission permanente des affaires administratives. D'après la déclaration du Kuomintang, le Gouvernement est soumis à la surveillance et à la direction du Comité exécutif central du Kuomintang. Les conseillers d'Etat élus par le parti

sont obligés de tenir une séance pour délibérer des affaires dont s'occupe le Parti. Les affaires administratives courantes sont réglées par les membres de la Commission permanente. L'assemblée des membres du Gouvernement doit réunir une majorité comprenant la moitié des membres du lieu où le Gouvernement se trouve. Dans le cas où le nombre des membres présents ne suffit pas en droit, les membres de la Commission permanente se substitueront à eux. Les membres du Gouvernement National n'ont pas le droit de régler les affaires importantes qui n'ont pas encore été discutées dans la séance politique du Comité exécutif central du Kuomintang. Cependant, il y a une exception : lorsque la séance politique du Comité exécutif central ne peut avoir lieu pour une raison ou pour une autre. La publication des lois et des autres documents doit être contresignée par trois membres au moins de la Commission permanente. La fonction de Ministre est occupée concurremment par le Conseiller d'Etat.

Les membres de la Commission permanente des affaires administratives interviennent souvent dans l'administration et jouent dans le Gouvernement central un rôle prépondérant.

Les deux organes les plus importants et les plus élevés du Kuomintang, le Comité exécutif central et le Comité politique central, s'occupent non seulement des affaires du parti mais encore d'un grand nombre d'affaires gouvernementales. Le Conseil politique central adopte une ligne de conduite ; il semble qu'il soit la haute assemblée législative du Kuomintang et,

en même temps du Gouvernement National, bien qu'il y ait une Cour législative dans ce Gouvernement.

Rapportée au Comité exécutif central, la décision du Conseil politique central est imposée aux cinq Cours du Gouvernement National lequel est obligé de l'exécuter. Les hauts fonctionnaires du Gouvernement sont responsables vis-à-vis du Kuomintang puisqu'ils en font partie. Le parti conduit la politique, fait des propositions et des projets de loi, et, enfin, les met à exécution. Pendant cette période de tutelle politique, on peut dire « Gouvernement Nationaliste » au lieu de « Gouvernement National » puisque c'est le Kuomintang, nationaliste, qui détient et exerce toutes les fonctions d'Etat de la Chine.

CHAPITRE VII

COMPARAISON DES RAPPORTS ENTRE LE GOUVERNEMENT NATIONAL ET LE KUOMINTANG AVEC CEUX QUI EXISTENT ENTRE LE GOUVERNEMENT RUSSE ET LE PARTI COMMUNISTE ENTRE LE GOUVERNEMENT ITALIEN ET LE PARTI FASCISTE

La nouvelle Constitution provisoire prévoit les institutions politiques du Gouvernement central. On remarquera que le Gouvernement a des organes complets pour faire fonctionner les services de l'Etat. Ces organes gouvernementaux sont indépendants de ceux du Kuomintang, bien qu'ils soient conduits par ce dernier.

En Russie et en Italie, il y a confusion entre les

organes gouvernementaux et ceux du Parti. Par exemple, en Russie, d'après l'article 3 du Chapitre I de la Constitution de R.S.F.S.R., le pouvoir suprême, dans la R. S. F. S. R. appartient au Congrès Panrusse des Soviets, et dans l'intervalle, entre les Congrès, au Comité exécutif central Panrusse des Soviets. L'article 24 de cette Constitution dispose que « le Comité Exécutif Central Panrusse des Soviets est l'organe suprême de législation, d'administration et de contrôle de la R. S. F. S. R. »

En Italie, au cours du mois de septembre 1928, on a proposé de transformer le Grand Conseil Fasciste en un organe constitutionnel d'Etat. Or, cet organe est un corps consultatif du Parti. Maintenant, il est devenu un organe d'Etat qui exerce le pouvoir de contrôle sur le pouvoir législatif.

Dans cette situation, les deux Gouvernements russe et italien ont besoin des organes du Parti pour exercer le pouvoir.

En Chine, au contraire, le Gouvernement national comprend une Cour exécutive, une Cour législative, une Cour judiciaire, une Cour de contrôle et une Cour d'examen, à côté de ces Cours, fonctionne un Conseil d'Etat présidé par le Président du Gouvernement national.

Mais les organes gouvernementaux peuvent accomplir leurs fonctions gouvernementales, sans l'intervention du Kuomintang. Les principaux organes de ce Parti, le Comité exécutif central et le Conseil politique central ne peuvent exercer qu'une fonction de surveillance. Ils ne mêlent pas leur compétence à

celle des organes d'Etat. Ainsi, ce gouvernement n'est pas un gouvernement de parti, puisqu'il peut fonctionner indépendamment, et par conséquent, il diffère des deux Gouvernements russe et italien qui sont liés à un parti : le Parti communiste ou le Parti fasciste.

TROISIÈME PARTIE

LA SUBORDINATION POLITIQUE DU GOUVERNEMENT NATIONAL AU KUOMINTANG DEPUIS SA FONDATION JUSQU'EN 1931

Le Gouvernement National, subordonné au Kuomintang, a subi de fréquents changements politiques. Surtout en ce qui concerne les relations entre le Gouvernement et le parti.

L'histoire de ces vicissitudes fera l'objet de cette dernière partie.

CHAPITRE PREMIER

LE GOUVERNEMENT NATIONAL A CANTON

Nous diviserons ce premier chapitre en trois sections.

I. — *Le titre du Généralissime*

En 1916, la paix ne fut pas rendue à la Chine avec la mort de Yuen Che-Kaï, premier Président du Gou-

vernement de Pékin, qui aspirait au trône et s'opposait à la révolution nationaliste. Mais, à cette occasion, le Dr Sun Yat-Sen put rentrer d'exil. Le Parlement venait d'être dissous une seconde fois. En juin 1917, certains de ses anciens membres proclamèrent à Canton le « Gouvernement militaire » avec le Dr Sun comme généralissime. Lorsque le 1^{er} janvier 1918, sept provinces du Sud se révoltèrent contre le Nord et établirent le « Gouvernement sudiste », le Dr Sun fut élu au nombre des sept dictateurs. Mais, se sentant peu en sûreté, comme il avait démissionné du poste de généralissime, de même il se démit du poste de dictateur dans le septemvirat. Il se réfugia au n° 29 de la rue Molière, sur la concession française de Changhaï.

Plus tard, en 1921, Canton se constitua en République indépendante de Pékin, et le Dr Sun, comme de juste, en fut élu Président. Il commença aussitôt à prêcher l'« expédition contre le Nord ». Elle échoua deux fois. L'année suivante, le gouverneur civil du Kouangtoug, le général Tcheng Kiong-Ming, se révolta contre le Dr Sun et le chassa de Canton. Celui-ci dut reprendre le chemin de Changhaï.

Au mois de janvier 1923, les partisans du Dr Sun avec l'aide de troupes du Yunnan et du Kouangsi, battirent Tcheng Kiong-Ming qui se retira au nord-est du Kouangtoug, à Soua-Tao, qu'il dut quitter par la suite, après de vaines tentatives pour reprendre Canton.

De retour dans sa capitale, le Dr Sun parvint à y établir une autorité désormais sans conteste — malgré

la présence de troupes étrangères qui y tenaient garnison comme en pays conquis. — Il put dès lors se livrer en toute liberté à sa politique révolutionnaire; il assumait de nouveau la charge de Généralissime.

II. — *Le commencement de la collaboration entre le Kuomintang et le Parti communiste*

Pendant ce temps, les relations du Dr Sun avec les représentants de la Russie devinrent de plus en plus intimes.

M. Joffe, Ambassadeur des Soviets en Chine, eut une entrevue avec le Dr Sun à Changhaï. Ils tombèrent d'accord sur le fait que la Chine n'était pas prête pour le régime soviétique. Ce qu'il fallait surtout en ce moment, à cet immense pays, c'était, d'après eux, l'unification nationale et sa pleine indépendance. Puis vinrent les messages de sympathie et d'amitié entre le Dr Sun et Karakhan, suivis de l'arrivée à Canton de Michel Borodin.

En effet, dès 1923, le Dr Sun avait envoyé son aide-de-camp, M. Morris A. Cohen, au Canada et aux Etats-Unis pour voir si d'anciens officiers de la Grande guerre ne pourraient pas venir organiser l'armée cantonaise. En même temps, son secrétaire, M. Eugène Tcheng, conférait dans le même dessein avec les autorités britanniques à Hongkong et à Londres. Ces deux missions n'eurent pas de succès. Alors le Dr Sun s'adressa aux Allemands, mais ceux-ci non plus ne purent venir à son secours. A bout de ressources, il s'adressa à la Russie, laquelle lui envoya Borodin, qui

fut tout de suite nommé haut conseiller du Gouvernement de Canton. Il promit immédiatement d'obtenir de la Russie non seulement des armes et des munitions, mais même des experts civils et militaires qui viendraient réorganiser le parti.

En janvier 1924, le parti communiste, qui depuis 1920 avait mené la vie d'une société secrète, fut définitivement incorporé dans le parti nationaliste réorganisé. Voyant alors que le parti avait grand besoin des profondes vérités de San Mintchoui », le Dr Sun, toujours infatigable, prit sur lui de donner au grand public de Canton une série de seize conférences qui, réunies en volume, devaient endoctriner la jeune Chine sous l'égide du « San Mintchoui ». Il se dévoua corps et âme à prêcher ce nouvel évangile politique.

Il se proposait aussi de donner à la patrie, avec ce parti réorganisé, une armature vraiment nationale qui, dans sa pensée, devait prendre, comme facteur dirigeant, la place du trône mandchou et de ses successeurs féodaux.

Dès lors était née ce que l'on a appelé la Chine nationaliste, de tendance moderniste et démocratique, par opposition à la Chine traditionnaliste du Nord.

Cependant, la ville de Canton n'eut pas toujours à se féliciter de la fêrle dorée du généralissime. Témoin l'incendie de la ville (15 octobre 1924). Des discussions s'étant élevées entre le Dr Sun et les volontaires cantonnais au sujet de certaines armes que ceux-ci avaient achetées en Europe, les hommes du Généralissime, au nombre de 15.000 environ, pourchassèrent dans les rues de Canton leurs adversaires cinq

fois moins nombreux. Bientôt, la ville fut jonchée de cadavres, les flammes s'élevèrent de toutes parts.

Toutes les boutiques et les banques furent pillées. Partout le désordre et la misère. L'incendie dura deux jours et deux nuits.

Croyant peut-être ses jours en danger, quelque temps après, le Généralissime prenait discrètement la fuite, comme il avait déjà fait tant de fois, pour se réfugier dans la concession française de Changhaï. Il y arriva le 17 novembre. Il y fut reçu en triomphe par la jeunesse des étudiants. Près d'un millier d'entre eux brandissaient de petits drapeaux blancs sur lesquels étaient peints des caractères chinois souhaitant la bienvenue au « Maître ».

A peine installé à Changhaï, le Dr Sun, qui avait eu vent de la campagne menée par les étrangers pour qu'il ne fût pas admis sur les concessions, prononça un discours retentissant. Faisant allusion aux protestations qui avaient accueilli son arrivée à Changhaï, il déclara qu'étant citoyen chinois, il avait le droit de résider où il lui plaisait sur le territoire de la Chine et il ajouta : « Si par conséquent les Etrangers se permettent de faire opposition à ma présence à Changhaï, ou prétendent la gêner, je suis décidé, avec l'appui de mes concitoyens, à prendre des mesures énergiques à leur égard. Que l'on se souvienne que nous, Chinois, nous sommes des gens avec lesquels il n'est pas permis de plaisanter, tant que nous sommes dans les limites de notre territoire. En vérité, le temps est venu où toutes les concessions dans ce pays doivent être abolies. Tous les patriotes chinois se rendent

compte que les droits de la Chine ont été violés pendant assez longtemps, à tel point qu'ils ne supporteront plus désormais cet état de choses ». Et quelques jours après, il ajoutait : « Les nations étrangères ont toujours pressuré la Chine, faisant de ce pays un terrain de chasse et y causant des troubles incessants. Ces abus doivent absolument cesser, dans ce dessein, je demanderai aux Puissances la rétrocession des concessions et cela sans délai. C'est ce que je cherche à réaliser, et toute la Chine avec moi ».

Ce fut là comme le chant du cygne du champion de la révolution. Il approchait en effet de la fin de sa carrière. Les généraux Chang Tso-Lin et Feng Yu-Hsiang l'invitèrent à se rendre à Pékin, lorsqu'ils eurent vaincu les troupes du président Tsao-Kun. Il devait assister à une conférence qui donnerait à la Chine ce qui lui manquait : l'ordre et la stabilité.

En novembre 1924, le Dr Sun partit pour Pékin avec M. Wang Ching-Weï. Le Tsongli du Kuomintang songea à unifier la Chine sans effusion de sang, en négociant avec les bons éléments du Nord. Il comptait, par cela même, gagner à sa cause la masse du peuple du Nord. Sous l'égide du Dr Sun, la Chine allait donc être unifiée : on convoquerait une Assemblée nationale, on abolirait les traités inégaux. Malheureusement, la santé du Dr Sun, déjà ébranlée par tant de déplacements et tant d'efforts, fut complètement ruinée par ce voyage pénible. Aussitôt arrivé à Tientsin, il dut s'aliter.

Wang Ching-Weï, son fidèle disciple, recevait à sa place les délégations et les hommes politiques. Le

Dr Sun entra à Pékin le premier de l'an. On sait qu'il y mourut après une intervention chirurgicale.

Wang Chin-Weï se trouvait auprès du mourant. Il écrivit, sous la dictée les deux célèbres testaments : l'un destiné à la famille du Dr Sun, l'autre au Kuo-mintang, véritable manifeste de la Chine nouvelle.

III. — *L'établissement du Gouvernement national à Canton*

Tel était le chaos politique dans le Nord que les chefs du Kuomintang ont compris que l'unification constitutionnelle de la Chine ne pouvait se faire que par les armes : Wang Chin-Weï retourna à Canton vers mai 1925. Le Gouvernement de Canton fut constitué au mois de juin, ce fut le premier Gouvernement National à forme légale.

Wang Ching-Weï fut désigné par le Kuomintang comme Président du Gouvernement, Président du Conseil militaire et Président du Bureau politique du Kuomintang.

Il voulait après la mort du Dr Sun, poursuivre son œuvre dans le même esprit ; il s'efforcerait de lutter contre les membres réactionnaires du Kuomintang et contre les militaires rebelles. Il eut la satisfaction de voir le Kouangtoug et le Kouangsi unifiés et le mérite de préparer l'« expédition contre le Nord ».

Le deuxième Congrès national du Kuomintang fut convoqué pour le 1^{er} janvier 1926. Tous les délégués présents votèrent une motion pour féliciter ce chef courageux et fidèle aux trois principes du peuple.

Le dit Congrès prépara alors une longue et importante déclaration qui débute en ces termes : « En janvier 1924, le premier Congrès national du Kuomintang fut convoqué à Canton, sous les auspices directs du Président Sun Yat-Sen, avec les représentants de toutes les autres parties du pays. A cette conférence, une déclaration, rédigée par le Président lui-même, fut acceptée à l'unanimité par les délégués de la conférence.

« Depuis la dite déclaration, les membres n'ont pas cessé de lutter pour mettre à exécution le programme du parti. Avant sa mort, le Président lui-même a rédigé le « Programme de la Reconstruction Nationale », terminé ses conférences sur les trois doctrines du peuple et fait paraître deux « Manifestes » dont l'un proposait la convocation d'une Assemblée nationale, et l'autre déclarait l'abolition des traités inégaux.

« Ces deux derniers qui furent lancés au moment où il se dirigeait vers le Nord furent suivis de son testament dans lequel il a laissé un message au parti.

« Les membres du parti croient à l'exécution entière du programme rédigé par le Président et pensent que ses paroles comme ses actes doivent servir d'idéal à tous les membres du Kuomintang.

« Les membres de ce deuxième Congrès National, passant en revue les événements qui se sont produits depuis le premier Congrès national, comprennent que la doctrine et le programme esquissés par le Président sont la seule voie pouvant conduire la Chine à la liberté.

En conséquence, ils font la déclaration suivante qui expose la situation mondiale, la situation actuelle de notre pays et qui souligne les efforts récents du parti ».

Cette déclaration expose donc la situation mondiale :

« Le Président dit dans son testament :

Je me suis consacré pendant quarante ans à la révolution nationale, dont l'objet est de donner à la Chine la liberté et l'égalité.

« On voit, par conséquent, que le but de la révolution du peuple est d'obtenir la liberté et l'égalité pour la nation. Comme ce sont les traités inégaux qui ont privé le peuple de la Chine de sa liberté et de son égalité, et comme c'est l'impérialisme qui lui a imposé ces traités, le premier devoir de la révolution du peuple sera de renverser l'impérialisme.

« La méthode pour réussir a été indiquée par le Président lui-même dans son testament. Nous y aboutirons en *éveillant le peuple entier et en nous unissant à ceux qui nous traitent en égaux dans la lutte commune.*

« Parmi les nations qui sont prêtes à nous traiter en égaux, il y en a qui ont elles-mêmes secoué le joug de l'impérialisme et d'autres qui, aujourd'hui, subissent avec nous la pression des puissances impérialistes, comme les peuples de différents pays faibles.

« Ce n'est qu'en éveillant le peuple entier, en joignant nos mains à celles des autres nations opprimées du monde entier, que nous pourrons lutter contre l'impérialisme, pour recouvrer, comme il est juste, la

liberté et l'égalité qui ont été violées pendant trop longtemps par les puissances impérialistes.

« Tel est notre but, de sorte que, le parti est convaincu de l'opportunité d'une coopération sincère avec l'U. R. S. S. et qu'il a l'intention de continuer cette politique malgré la calomnie et les manœuvres des impérialistes et de ceux qui sont leurs instruments: les militaristes, les fonctionnaires, les compradores et les bourgeois à esprit provincial de notre propre pays. Les peuples opprimés unis par leur malheur commun devront coopérer avec nous. Ce n'est qu'une question de temps, au fur et à mesure que les années passeront la collaboration se fera plus étroite.

En politique intérieure, le Congrès déclara suivre fidèlement le programme fixé par le Dr Sun Yat-Sen.

A la suite de la publication de cette déclaration, l'opinion du pays pencha vers la révolution. Maints éléments patriotiques du peuple adhèrent au Kuo-mintang. Dès lors, la plupart des manifestations dirigées ou élaborées par les membres du parti ont connu une ère de prospérité et de progrès.

CHAPITRE II

LE GOUVERNEMENT NATIONAL A OU-HAN

1) *Continuation de la collaboration entre le Kuo-mintang et le Parti communiste, suivie de la scission.*

A peine le deuxième Congrès national était-il terminé, à peine les deux provinces de Kouangtoug et

du Kouangsi étaient-elles unifiées, qu'éclatait à Canton, entre le général Chiang Kai-Chek et M. Wang Ching-Weï, l'affaire bruyante du 20 mars. Cette affaire a eu un grand retentissement en Chine, car c'était le premier conflit à l'intérieur du Kuomintang. Afin de conserver la puissance révolutionnaire et d'éviter la scission du parti, Wang Ching-Weï adopta une attitude conciliante vis-à-vis de ce général, et quitta la Chine en demandant un congé au Kuomintang. Alors le général Ching Kai-Chek, qui avait obtenu le pouvoir, déclara que les ordres de la III^e Internationale devaient être écoutés par tous les membres du Kuomintang. Dans un discours fameux, il affirma devant les élèves de l'Ecole militaire de Wangpo : « Nous devons agir selon les ordres et les instructions du camarade Borodin comme si nous obéissions à notre Tsongli. » M. Hou Han-Ming, un des chefs les plus célèbres du Kuomintang, lui aussi disciple fidèle du Dr Sun Yat-Sen, avait même proposé à son retour de Moscou, en 1926, que le Kuomintang fit partie de la III^e Internationale.

Des éléments communistes s'étaient infiltrés dans le Kuomintang bien avant la mort du Dr Sun Yat-Sen. Mais le prestige personnel et la sagesse de ce grand chef étaient tels que ces rouges chinois n'osaient pas se démasquer et trahir leur serment de fidélité au Kuomintang ; ils luttèrent même parmi les membres du Kuomintang, avec zèle et enthousiasme. Une fois que le Dr Sun fut mort, que Wang Ching-Weï fut parti, les communistes ne restèrent plus, comme auparavant, fidèles à leur serment. Ils commençaient

même à montrer peu à peu leur véritable esprit en machinant un complot contre le Kuomintang.

Le 9 juillet 1926, le général Chiang Kai-Chek prit solennellement le haut commandement des armées de la révolution nationale pour l' « expédition contre le Nord ».

Avec les forces des deux provinces — Kouangtoug et Kouangsi — l'offensive prit des directions différentes. Grâce au courage des armées des généraux Ho Ying-Ching, Chang Fa Kuei, Tang Cheng-Tse, Peï Tson-Hi, etc., et après des combats acharnés, les armées nationales atteignirent la vallée du Yangtse le 10 octobre de la même année. Au milieu de mars 1927, elles entrèrent à Changhaï et quelques jours après à Nankin. La moitié de la Chine était aux mains des Sudistes. La marche du Kuomintang était victorieuse, mais le conflit intérieur devenait de plus en plus grave. Les communistes, profitant de la tolérance du général Chiang Kai-Chek et de ses diverses déclarations en faveur du communisme, ne suivaient plus la politique du Kuomintang et semaient la terreur dans les provinces conquises.

Le général Chiang Kai-Chek qui voyait la difficulté d'enrayer le danger, adressa plusieurs télégrammes à M. Wang Ching-Weï qui se trouvait alors en France, en le priant de retourner en Chine pour régler d'accord avec lui la situation présente.

Wang Ching-Weï prit donc la décision de rentrer en Chine afin de faire cesser les conflits qui menaçaient le Kuomintang d'une rupture. Il quitta l'Europe le 3 mars et arriva à Changhaï le 1^{er} avril. La troi-

sième session plénière des membres du Comité exécutif central du Kuomintang venait de terminer ses travaux à Ou-Han (réunion de Hankéou, Hanyang et Outchang), nouvelle capitale du Gouvernement national et siège officiel du Kuomintang.

Le soir même de l'arrivée de Wang Ching-Weï à Changhaï, Chiang Kaï-Chek, Li Yu-Ying, Tsai Yang-Pei et quelques autres leaders du Kuomintang étaient venus le voir. Ils lui exposèrent la situation du Kuomintang et décidèrent de chasser immédiatement les communistes sans attendre la décision du Comité exécutif central. Wang Ching-Wei leur proposait de convoquer, conformément aux règlements du parti, la quatrième session plénière avant de prendre cette décision. Les partisans du communisme dans le Comité exécutif central étaient en minorité, la résolution serait donc sûrement votée et exécutée.

Wang Ching-Weï quitta Changhaï le 6 avril et arriva le 10 à Ou-Han, avec l'intention de régler le différend par un compromis, pour éviter la scission du Kuomintang. Mais Chiang Kai-Chek et ses collègues, désirant plutôt créer un autre gouvernement et un autre comité exécutif central, commencèrent l'épuration le 12 avril 1927.

En conséquence, le 17 avril, le Comité exécutif central décida de suspendre de ses fonctions le général Chiang Kaï-Chek et le 19 avril, d'arrêter l'expédition contre le Nord.

En réponse, le Généralissime et son entourage de nationalistes modérés établirent le 18 avril, à Nankin, un nouveau Gouvernement et un nouveau Comité

exécutif central, qui prirent aussitôt une attitude comminatoire à l'égard de ceux de Ou-Han. Sommutation fut faite à ces derniers d'arrêter Borodin et d'expulser tous les Russes bolcheviks, employé dans les divers services sudistes.

Une vive antipathie existait d'ailleurs depuis longtemps entre Chiang Kaï-Chek et le fameux conseiller moscovite ; une première brouille avait éclaté entre eux, à Canton, l'année précédente. Cette fois-ci, la séparation du Kuomintang avec le parti communiste était définitive.

2) Le désaccord entre le gouvernement de Ou-Han et celui de Nankin.

Ainsi commença le désaccord entre le Gouvernement de Ou-Han et le nouveau Gouvernement de Nankin. Au moment où une expédition militaire de Nankin contre le Gouvernement de Ou-Han fut envisagée, selon une information de Changhaï, les éléments modérés du Kuomintang à Nankin poussaient à ce qu'on entamât des pourparlers avec les éléments modernistes du Nord. La base du compromis aurait été l'adoption par les chefs nordistes, des principes démocratiques du Dr Sun Yat-Sen, avec le rejet de toute interprétation communiste, la publication d'une proclamation commune contre la propagande soviétique, enfin, l'abdication du général Chang Tso-Lin en faveur de son fils aîné.

Mais ce projet ne fut pas finalement réalisé, le groupe de Nankin remettant à plus tard le règlement

du différend avec le Gouvernement de Ou-Han, reprit d'autant plus volontiers le programme initial de conquête du Nord que rien ne consacrerait mieux dans le pays le triomphe du Kuomintang que la prise de Pékin, la capitale.

Il est même probable que si cette négociation avait abouti, l'entente n'aurait pas eu de durée, la domination totale de la Chine exerçant sur les hommes du Sud une fascination que le ministre des affaires étrangères, ou traduisait à cette même époque par un discours, dans lequel il annonçait très présomptueusement qu'ils mèneraient bientôt « leurs chevaux boire dans le fleuve Amour » (Limite extrême de la Mandchourie septentrionale).

En avril 1927, comme nous l'avons déjà signalé plus haut, la Chine, en dépit des victoires de Chiang Kaï-Chek, était donc encore plus divisée qu'aux débuts de la campagne. En effet, les Sudistes, qui jusque-là n'avaient formé qu'un bloc, se trouvaient eux-mêmes divisés en plusieurs gouvernements hostiles : le Gouvernement de Ou-Han, celui de Nankin et celui de Canton, aux mains d'un général du Kouangsi, Li Chi-Sen.

D'autre part, on se souvient de la décision du Comité exécutif central à Ou-Han qui suspendait de ses fonctions le général Chiang Kaï-Chek, et qui arrêta l'expédition contre le Nord.

Ainsi, suivant les décisions de ce Comité exécutif central, le chef du quatrième corps d'armée, Tang Cheng-Tze, et celui de la première armée, Chang Fa-Kuei, dirigèrent leurs troupes vers le Honan. Une

bataille terrible s'y livra contre les troupes des chefs militaires du Fengtien.

Pendant que les armées de Ou-Han avançaient de façon foudroyante, le maréchal Feng Yu-Hsiang reçut l'ordre du Gouvernement National de Ou-Han, présidé par Wang Ching-Weï, d'attaquer le flanc droit des Nordistes. Au mois de juin, la jonction se fit à Kaï-Fong, chef-lieu de la province de Honan, au moment où les armées de Nankin atteignirent Shu-Tchéou-Fou, ville forte entre Nankin et Tsi-Nan-Fou.

Le Gouvernement national, siégeant à Ou-Han, devait alors mener l'offensive contre les troupes de Fengtien, exterminer quelques généraux rebelles, tels que Yang Sheng à l'ouest et Ya To-Ying au nord, et arrêter l'attaque des armées du Gouvernement de Nankin. Les communistes chinois, sous la direction du fameux Borodin, profitant de la situation difficile du Gouvernement national de Ou-Han, préparèrent une grande conspiration contre le Kuomintang.

Dès que les opérations militaires eurent cessé, Wang Ching-Weï et tous ses collègues du parti se réunirent pour voter une motion permettant de chasser définitivement les communistes du Kuomintang.

A cette époque, le Gouvernement National de Ou-Han, ayant supprimé ses ennemis militaires et politiques, pouvait en réalité ramener toutes ses troupes pour envoyer une expédition contre le Gouvernement de Nankin, mais les membres du Comité exécutif central de Ou-Han, après avoir rompu avec les communistes, reconnaissaient la mesure extraordinaire prise en avril par le groupe de Nankin.

D'ailleurs, au mois d'août, le général Chiang Kaï-Chek lui-même, fut invité par ses amis à se démettre de ses fonctions afin de permettre aux membres de Ou-Han et à ceux de Nankin de se réconcilier.

Chiang Kaï-Chek donna sa démission et s'éloigna momentanément. Il devait d'ailleurs reparaître avant peu, cependant, cette éclipse de quelques mois marquait la fin d'une période importante dans l'histoire du désaccord entre le Gouvernement de Ou-Han et celui de Nankin.

Wang Ching-Weï et ses collègues arrivèrent le 4 septembre 1927 à Nankin. Mais à cause de la divergence d'opinion entre les gens de Ou-Han et ceux de Nankin à propos de la convocation du Comité exécutif central du Kuomintang, un comité spécial fut créé sous le contrôle des membres de Nankin. Wang Ching-Weï et ses partisans protestèrent en vain, quittèrent Nankin et ne participèrent pas au nouveau Gouvernement. Le Comité spécial dirigé par des membres politiques et militaires, se préparait à attaquer les armées de Ou-Han.

Wang Ching-Weï se réfugia à Changhaï ; là, il arriva à grouper les membres du Comité exécutif central.

La conférence préparatoire de la quatrième session plénière centrale eut lieu dans cette ville au début de décembre 1927, car Nankin n'était pas encore pacifiée.

3) *La réconciliation entre M. Wang Ching-Weï et le général Chiang Kaï-Chek.*

A ce moment, les dirigeants du Gouvernement de Nankin, sans doute conscients de leur faiblesse et des dangers dont ils étaient loin d'être sortis — conseillés aussi par Wang Ching-Weï, avec qui les relations n'étaient pas encore tout à fait rompues — demandèrent à Chiang Kaï-Chek de revenir parmi eux et de reprendre le commandement de leurs forces.

Celui-ci, pendant cette disparition de trois mois, après un voyage au Tchékiang, son pays natal, s'était rendu au Japon. Il était revenu, pour épouser à Changhaï une sœur de la veuve du Dr Sun Yat-Sen, après avoir divorcé avec sa première femme. Ce mariage avait, pour lui, une grande importance ; il entraînait ainsi dans la famille du grand chef de la révolution, en outre, il associait à sa vie une jeune femme jolie, mais aussi intelligente et ambitieuse qu'elle était belle.

Chiang Kaï-Chek, à son retour du Japon, écrivit en ces termes à Wang Ching-Weï et à ses amis :

« Il faut absolument ouvrir la quatrième session plénière centrale. S'il y en a quelques-uns qui, par intérêt personnel, s'opposent à cette ouverture, ceux-là seront nos ennemis. S'il y en a quelques autres qui, par haine personnelle, prennent une attitude négative et empêchent par conséquent cette ouverture, nous ne les tolérerons pas non plus. Nos ennemis les plus redoutables ne sont pas les militaristes ni les communistes. Seulement les partisans militaires ignorent le

prestige suprême du Comité exécutif central, les politiciens profitent de cette ignorance des partisans militaires pour nouer des intrigues ; voilà la plaie mortelle.

« Nous devons nous efforcer maintenant de réveiller nos partisans militaires, d'interdire les intrigues des politiciens et des gens de lettres, de rétablir définitivement le Comité exécutif central, de relever son pouvoir et de resserrer la discipline. Tout cela ne peut être exécuté qu'après l'ouverture de la quatrième session plénière centrale ».

En recevant cette lettre, M. Wang Ching-Weï et ses amis demandèrent à la conférence préparatoire de la quatrième session plénière centrale d'inviter le général Chiang Kai-Shek à reprendre ses fonctions afin de poursuivre les travaux du Kuomintang.

Wang Ching-Weï ajouta une note à la fin de cette proposition par laquelle il déclarait se retirer. Le soir même du vote de cette proposition, c'est-à-dire le 10 décembre 1927, Wang Ching-Weï fit une longue déclaration aux journalistes de Changhaï dont nous citons quelques passages importants :

« Aujourd'hui, j'ai déjà proposé de me retirer de la conférence préparatoire de la quatrième session plénière centrale. C'est uniquement parce que maintenant le comité spécial, organe irrégulier du Kuomintang est déjà disparu, parce que la quatrième session plénière est en bonne voie et que le troisième Congrès national va être bientôt convoqué. Chiang Kai-Shek est redevenu généralissime de nos armées par la décision de la conférence préparatoire d'aujourd'hui.

d'hui. Désormais, les soldats retrouvent leur chef et peuvent accomplir leur mission qui est de combattre jusqu'au bout contre les impérialistes, les militaristes et les communistes.

« Depuis novembre dernier, j'ai contracté de nouveau une maladie de foie, je dois, selon les médecins traitants, me faire soigner dans une clinique... »

Pendant l'arrêt momentané des opérations militaires, au lendemain de la conférence préparatoire de la quatrième session plénière centrale, un événement très grave survint à Canton.

Après l'épuration du Kuomintang, des éléments bolcheviks suspects, restaient encore en petit nombre dans le parti. Ils cherchaient toujours à prendre leur revanche. Ils voulaient établir à Canton le régime soviétique.

Cette tentative illégale fut préméditée et dirigée par des agents bolcheviks ; le Consulat de l'U.R.S.S. leur avait servi de quartier général. Lorsque la résolution fut ainsi prise, les Russes et leurs affiliés chinois tentèrent, à la faveur d'une mutinerie militaire, de s'emparer par force de Canton. Les Cantonnais subirent pendant trois jours — du 11 au 13 décembre 1927 — un gouvernement communiste. Heureusement, les armées de Chang Fa-Kuei et de Li-Fou-Lin luttèrent courageusement contre le mouvement insurrectionnel ; d'autres complots furent ourdis qui n'eurent pas le temps d'éclater.

Chang Fa-Kuei, grâce à son habileté et à son dévouement put en trois jours écraser les communistes.

Ainsi se termina l'échauffourée, mais ce fut, pour le

Gouvernement de Nankin, une occasion de rompre toutes relations officielles avec celui de Moscou. En sorte que la Russie était considérée désormais par la Chine comme un pays ennemi.

Chiang Kaï-Chek, fort de la décision de la conférence préparatoire, entra à Nankin vers la fin de décembre pour reprendre le gouvernement. Wang Ching-Weï quitta la Chine le 17 décembre et arriva à Marseille le 20 janvier 1928. Il venait en France pour se reposer et suivre un traitement médical.

Par bonheur un accord avait été conclu entre M. Wang Ching-Weï et le général Chiang Kaï-Chek, ce dernier prenant de nouveau la tête du Gouvernement National de Nankin, après le départ de Wang Ching-Weï.

CHAPITRE III

LE GOUVERNEMENT NATIONAL A NANKIN

1) La réorganisation du Gouvernement National de Nankin.

Au mois d'avril 1928, les armées de Nankin sous le commandement du général Chiang Kaï-Chek commencèrent sur les trois fronts l'attaque générale contre les armées du Nord. Deux mois après, Pékin tombait aux mains des sudistes.

Alors, Chiang Kaï-Chek et ses collègues réorganisèrent le Gouvernement National à Nankin en adop-

tant le système de « Cinq Cours » : la Cour exécutive, la Cour législative, la Cour judiciaire, la Cour de contrôle et la Cour d'examen. A la tête de chacune de ces cinq Cours, il y a un Président et un vice-Président nommés sur la proposition du Conseil politique central du Kuomintang par décret du Gouvernement National. Le Gouvernement National se compose d'un Président et de douze à seize membres d'Etat. Le Président du Gouvernement National reçoit les diplomates étrangers, célèbre ou préside les solennités internationales. Il est commandant en chef des forces de terre, de mer et de l'air de la République Chinoise.

Chiang Kai-Chek fut donc désigné par le Kuomintang comme Président de ce nouveau Gouvernement, et prit le titre de Généralissime.

2) Le désaccord entre le Gouvernement de Nankin et le clan du Kouangsi.

Mais, quelques mois plus tard, au cours de la session du Comité exécutif central du Kuomintang du mois d'août 1928, un premier désaccord surgissait entre le clan du Kouangsi et le Gouvernement de Nankin. On se rappelle que la motion relative à la suppression de l'autonomie militaire et administrative des généraux dans leurs provinces avait été très vivement combattue par le porte-parole du Kouangsi, Li Tsung-Jen, et que le résultat de cette discussion avait été le renvoi de cette suppression au mois de mars 1929.

Cet incident ne fit qu'aggraver le dissentiment qui existait déjà entre ces généraux et le Généralissime,

et qui avait été, l'année précédente, l'une des causes de la démission de Chiang Kaï-Chek.

Qu'ils aient eu l'intention de se libérer du Gouvernement de Nankin, dès que celui-ci voulut réaliser son projet d'unification totale, cela ne paraît pas douteux, mais ils échouèrent. N'ayant pas eu le courage d'une révolte ouverte, ils s'en sont remis, pour l'exécution de leur plan, à des subordonnés, en se tenant, eux-mêmes, à l'écart de l'action et en conservant ainsi « la face ».

En effet quand le conflit éclata, causé par des généraux subalternes, le maître du fief de Hankéau, Li Tsung-Jen, était soi-disant malade dans un hôpital étranger de Changhaï, un autre membre du triumvirat Kouangsinaï, Peï Chun-Hsi, se trouvait fort loin, avec ses troupes, dans la région Pékin-Tientsin, enfin le chef du clan, Li Chi-Sen, gouverneur de Canton, s'était mis en route pour venir assister au troisième Congrès national du Kuomintang, qui devait avoir lieu au mois de mars, à Nankin.

Chiang Kaï-Chek eut facilement raison de conjurés si timorés et pourtant assez présomptueux pour espérer la réussite en dispersant ainsi leurs efforts.

Au surplus, voici les faits :

Le 21 février, un peu avant le mois de mars 1929 qui devait marquer la fin de l'autonomie des fiefs provinciaux, on apprit brusquement que le général Lu Ti-Ping, commandant, à Changcha, pour Nankin, la province du Hounan, avait été déposé, par trois de ses subordonnés, à l'instigation des autorités de

Hankéau. Un télégramme de Li Tsung-Jen à Chiang Kaï-Chek, dans lequel ce personnage s'efforçait de justifier ce coup de force, établissait d'ailleurs, d'une manière irréfutable, que le coup d'Etat était l'œuvre du clan du Kouangsi. Et le plus grave était que cet acte avait toute l'importance d'une précaution stratégique en vue d'une guerre. En effet, il était essentiel pour Li Tsung-Jen et ses associés — Changcha se trouvant sur la route du Kouangtoug — de s'emparer de cette ville, de manière à ce que leurs forces du Houpé ne fussent pas coupées de leur base : Canton.

Chiang Kaï-Chek se montra, dans tout ce conflit, d'une habileté très supérieure à celle de ses adversaires. Tout en faisant, pour la face, adresser aux autorités de Hankéau un blâme par le Conseil politique de Nankin, il fit décider qu'une enquête sur cet incident serait conduite par Tsai Yuan-Pei et Li Tsung-Jen (!) et il eut l'air d'accepter le coup de force, en reconnaissant comme remplaçant de Lu Ti-Ping, l'un de ceux qui l'avaient dépossédé de son commandement, Ho Chien.

Derrière cette apparence de conciliation et de résignation, il prépara très rapidement une action qui, dès que déclenchée, fut foudroyante. En même temps qu'il mettait en état d'arrestation Li Chi-Sen, venu imprudemment à Nankin, il réussissait à provoquer un soulèvement des troupes de Peï Chun-Hsi, qui repassaient sous le commandement de leur ancien chef, Tang-Cheng-Tze, envoyé dans le Nord, avec les moyens financiers propres à susciter cette rébellion en faveur de Nankin.

A l'aide de promesses qui ne furent pas tenues par la suite, il s'assurait la neutralité de Feng Yu-Hsiang, pour le temps nécessaire à la liquidation de sa querelle avec le clan du Kouangsi.

Durant toutes ces négociations, il concentrait des troupes pour contenir d'abord celles que Hankéau avait déjà mises en mouvement au Hounan et au Kiangsi, pour les balayer ensuite et s'emparer de la métropole, Ou-Han.

Lorsqu'il eut achevé tous ces préparatifs, il fit lancer, le 27 mars, par le Gouvernement central, un décret d'accusation et de punition contre Li Chi-Sen, qu'il tenait toujours prisonnier, contre Li Tsung-Jen et Peï Chun-Hsi.

Ces deux derniers, laissant toujours l'armée de Hankéau aux mains de généraux subalternes, étaient rentrés à Canton, pour se mettre à la tête des troupes du Kouangsi, dans l'espoir de refaire, à leur tête, la marche victorieuse de 1927, vers le Hounan et le Yangtsé.

A la fin du mois de mars, Chiang Kaï-Chek, accompagné de son conseiller militaire, le colonel allemand Bauer, allait à Kiukiang, pour diriger les opérations. En quelques jours, Hankéau, investi de trois côtés, tomba en sa possession. Ce rapide succès était dû en grande partie à la trahison de l'un des chefs ennemis qui livra le passage aux troupes de Nankin.

A cette occasion, il faut souligner de nouveau qu'en dépit du lamentable état des finances gouvernementales, Chiang Kaï-Chek a toujours trouvé, aux moments décisifs, de mystérieux commanditaires, grâce auxquels il a pu acheter la victoire.

Malgré la prise de Hankéau, les provinces du Sud et Canton restaient entre les mains des rebelles, mais là encore, et sans doute de la même manière, le Généralissime sut trouver des concours opportuns. Les généraux du Kouangtoungh se séparèrent en effet des chefs du Kouangsi, en affirmant leur loyalisme à l'égard du Gouvernement central. Plusieurs divisions leur furent envoyées, pour leur permettre de s'opposer à la prise de leur grande métropole par le clan vaincu.

3) *L'attitude des maréchaux Feng Yu-Hsiang et Yen Hsi-Shan, et leur alliance avec les Kuomintang dissidents contre le général Chiang Kai-Chek.*

La guerre ainsi refoulée, la paix et l'autorité de Nankin rétablies sur le Yangtsé, Chiang Kai-Chek et son entourage gouvernemental auraient pu jouir enfin d'un pouvoir incontesté, si les deux plus inquiétants des ennemis, Feng Yu-Hsiang et Yen Hsi-Shan, ne s'étaient dressés devant eux.

Les deux maréchaux jouèrent la comédie pendant un an, prétextèrent un voyage d'études à l'étranger, et se défirent de leurs fonctions dans le Gouvernement central. Les deux complices allèrent jusqu'à retenir des places sur un bateau partant de Tsientsin pour le Japon, mais, le jour venu, ne se trouvèrent pas parmi les passagers. Ils procédaient à de gros rassemblements de troupes, en même temps qu'ils donnaient des assurances de fidélité au Gouvernement National de Nankin.

De sorte qu'à la fin de mars 1930, le conflit devenait de plus en plus aigu.

Yen Hsi-Shan a mis la main sur toutes les administrations du Nord et il en a remplacé les fonctionnaires par des créatures à lui ; il s'est également emparé des bâtiments de l'ancien Waï Chiao Pou. La presse prévoit l'organisation, à Pékin, d'un nouveau gouvernement, complètement indépendant de celui de Nankin et d'autant plus légitime qu'il représentera quatorze provinces.

Le 1^{er} avril, Yen Hsi-Shan annonce, dans un télégramme circulaire, sa prise de possession du poste de généralissime des forces de terre, de mer et de l'air de la République Chinoise. Dans un autre télégramme Feng Yu-Hsiang et Li Tsung-Jen annoncent qu'ils prennent le titre et les fonctions de vice-généralismes. Le lendemain, le généralissime nordiste proclamait une sorte de guerre sainte contre Chiang Kaï-Chek, coupable « d'avoir voulu se servir du Kuo-mintang dans un intérêt personnel ». Du reste, Nankin, à la même époque, rayait Yen Hsi-Shan du Kuo-mintang. Ainsi, chaque parti était excommunié par l'autre, au nom du Dr Sun Yat-Sen.

Dans les premiers jours de mai, Yen Hsi-Shan qui continuait à se comporter en maître du Nord, s'empara des douanes de Tientsin. Ayant évincé le Commissaire anglais, il le remplaça par un autre Anglais, résidant à Pékin, M. Lenox Simpson.

Les armées entrèrent en action au commencement du même mois. Selon la presse de Pékin, les troupes du Gouvernement de Nankin auraient été sévèrement

battues ; elles auraient perdu, dès le début des opérations, beaucoup de tués et de prisonniers.

Pendant cette lutte, l'action politique suivait son cours à Pékin. Le 14 juillet avait lieu, dans l'ancienne capitale, l'inauguration d'une session plénière du Kuomintang que l'on appela « Kuomintang élargi » et où on protesta contre le faux Kuomintang instauré par Chiang Kai-Chek à Nankin à son profit personnel. Il fut décidé que l'on convoquerait un Congrès national du Kuomintang, pour remplacer celui qui avait été tenu illégalement à Nankin, en 1929. On déclara enfin que la population chinoise devait prendre part au gouvernement et on résolut de convoquer à cet effet une assemblée du peuple.

Wang Ching-Wei, revenu de Paris depuis quelques mois, attendait, à Hongkong, que la situation du Nord se fût éclaircie. Il arriva, le 23 juillet, à Tientsin et à Pékin, où il fut accueilli comme le chef du futur gouvernement.

4) *La victoire du général Chiang Kai-Chek, avec le concours du Gouverneur de la Mandchourie, Chang Hsueh-Liang.*

Depuis les débuts de ce grand choc, les deux partis s'efforçaient de gagner à leur cause, le jeune maréchal Chang Hsueh-Liang, gouverneur de la Mandchourie. Bien que celui-ci eût été récemment contraint de s'incliner devant les forces soviétiques, dans le conflit relatif au chemin de fer de l'Est chinois, son armée, nombreuse et bien outillée, pouvait jouer,

dans la compétition en cours, un rôle prépondérant.

Malgré sa situation financière peu brillante, le Gouvernement central pouvait se procurer des sommes très supérieures à celles dont disposaient les chefs nordistes. En outre, n'ayant pas une domination réelle sur les provinces dissidentes, il ne lui coûtait rien d'en faire cadeau à un tiers.

Nankin offrit donc à Chang Hsueh-Liang, avec le contrôle de toute la région du Nord, une grande quantité de dollars (argent) pour paiement des dommages subis par les provinces de l'Est, dans le conflit russo-chinois.

De même Nankin avait envoyé à Moukden, un groupe d'émissaires éloquents dont la mission unique était de gagner le jeune maréchal à la cause du Sud.

Chang Hsueh-Liang, en dépit des divers moyens et de la courtoisie mis en œuvre par Nankin, se déroba à toutes les tentatives, sous le prétexte qu'il était « malade ».

Bien que Feng Yu-Hsiang et Yen Hsi-Shan n'eussent pas les moyens de faire des propositions aussi importantes que celles de Nankin, Chang Hsueh-Liang sembla d'abord pencher vers les Nordistes, ou du moins on le crut, en dépit même de ses déclarations de neutralité. Ce que l'on savait de son hostilité pour le Kuomintang — malgré son adhésion théorique au Gouvernement central — dont il se refusait à admettre l'autorité, incitait à préjuger ainsi de ses intentions.

Au mois de septembre, alors qu'une solution militaire du conflit semblait encore éloignée, un coup de théâtre vint modifier la situation.

Des télégrammes annonçaient, le 20, que Chang Hsueh-Liang, après avoir sommé les belligérants de suspendre les hostilités, avait dirigé des troupes importantes sur Tientsin et Pékin. On faisait également savoir que, dès l'occupation de cette dernière ville par les forces de Moukden, le jeune maréchal inviterait de nouveau les chefs militaires à cesser la guerre, faute de quoi il imposerait la paix par son intervention armée.

Les avis furent très partagés sur la portée de ce geste énergique. D'après l'opinion dominante, on adoptait la version, répandue par la propagande de Nankin, selon laquelle la conduite de Chang Hsueh-Liang, en cette circonstance, était uniquement dictée par son désir d'aider le Gouvernement central à maintenir son autorité et à réaliser l'unification de la Chine. Les faits vérifièrent cette opinion.

Le voyage que le jeune maréchal accomplit ensuite à Nankin, la réception qui lui fut faite, dans cette capitale, par le monde officiel, sa nomination au titre de vice-généralissime et les longs conciliabules qu'il tint avec Chiang Kaï-Chek, semblèrent confirmer cette interprétation. Ces apparences ont été d'ailleurs largement exploitées par notre Gouvernement, qui affirmait comme après chacun de ses succès éphémères, que l'unification, nécessaire à la réussite de ses négociations diplomatiques, était désormais chose faite.

Chang Hsueh-Liang avait ainsi montré, pour les conceptions modernistes de la « Jeune Chine », un penchant qu'il manifesta, en hissant le drapeau na-

tionaliste en Mandchourie, malgré l'opposition des Japonais.

Grâce au concours de Chang Hsueh-Liang, Chiang Kaï-Chek, vers la fin de 1930, avait gagné tous ses adversaires à sa cause.

Yen Hsi-Shan et Feng Yu-Hsiang disparaissaient, leur défaite étant définitive. Dès lors, la situation de la Chine est plus claire, le Gouvernement central plus stable.

Cependant, il existe encore à l'heure actuelle deux fractions au sein du Kuomintang ; celle de gauche, avec pour chef M. Wang Ching-Wei, et celle de droite, dont le chef est M. Hou Han-Min.

Nous avons vu que le Gouvernement National de Nankin, présidé par le général Chiang Kaï-Chek, contrôlé par la fraction droite du Kuomintang, a été établi pour répondre aux exigences de la situation en Chine. Nous avons ensuite cherché la base de ce Gouvernement. Inspiré de la doctrine de la constitution des cinq pouvoirs, il a été organisé par décision du Kuomintang, parti politique à tendances démocratiques.

Tel est le Gouvernement National d'aujourd'hui ; sa reconnaissance *de jure* par les grandes puissances, l'heureuse campagne de Chiang Kaï-Chek contre le clan militaire du Kouangsi, la participation de la Mandchourie au Gouvernement de Nankin laissent espérer l'unification de la Chine divisée. Alors la révolution nationale ne sera pas loin d'avoir parfaitement atteint son but : la restauration de la souveraineté et de l'indépendance de la Chine.

5) *L'exclusion des communistes.*

On se rappelle qu'en 1921, le « Parti communiste chinois » fut officiellement constitué, et qu'en 1924, ce parti fut définitivement incorporé dans le « Kuomintang ». Cette période de tolérance à l'égard du communisme dura jusqu'en 1927.

Depuis 1927, à cause de l'hostilité des communistes contre le Kuomintang, les chefs nationalistes s'avisèrent, enfin, que le communisme constituait désormais une menace trop sérieuse pour qu'on pût la souffrir plus longtemps.

A ce point de vue, bien que les membres du Gouvernement de Ou-Han, qui, jusqu'alors, avaient refusé de faire politique commune avec les chefs nationalistes de Nankin, adoptèrent comme ces derniers une résolution chassant les communistes du Kuomintang et ordonnant aux conseillers soviétiques de quitter la Chine. A la suite de cette décision, le Kuomintang retrouva son unité.

Lorsque le Gouvernement National fut constitué à Nankin, après la victoire triomphale de l'armée du Kuomintang, son premier soin fut d'exclure rigoureusement les communistes afin de réaliser l'esprit de la révolution et d'accomplir l'unification de la Chine.

Le mouvement communiste se développa à la faveur de la guerre civile, entre 1928 et 1931. Une armée rouge fut organisée ; de grandes régions, dans le Kiangsi et le Foukien furent soviétisées. Ce n'est qu'en novembre 1930, peu après la défaite d'une coa-

lition puissante des chefs militaires du Nord, que le Gouvernement central fut en mesure d'engager sérieusement la lutte.

Les forces communistes avaient opéré dans certaines parties des provinces de Kiangsi et de Hunan. On rapportait qu'elles avaient, dans l'espace de deux ou trois mois, causé la perte de 200.000 vies humaines et commis des dévastations qui atteignaient environ un milliard de dollars (argent).

Elles étaient devenues si puissantes qu'elles réussirent à vaincre une première fois les troupes gouvernementales envoyées contre elles et que la seconde expédition n'aboutit à aucun résultat.

La troisième expédition, dirigée par le commandant en chef, général Chiang Kai-Chek, battit les armées communistes dans divers engagements.

Vers le milieu de juillet 1931, les positions communistes les plus fortes avaient été prises et les troupes communistes se repliaient dans la direction du Foukien.

Tout en constituant une commission politique pour réorganiser les régions dévastées, le général Chiang Kai-Chek poursuivit les armées rouges et les réduisit à chercher refuge dans la région montagneuse du nord-est du Kiangsi.

Le Gouvernement National de Nankin était donc sur le point d'en finir avec la principale armée rouge, lorsque, dans différentes parties de la Chine, des événements se produisirent qui l'obligèrent à suspendre son offensive et à retirer une grande partie de ses troupes. Dans le Nord, le général Shih Yu-San s'était

révolté, révolte favorisée par une intervention des troupes cantonales de la province de Hunan.

Malheureusement, c'est à ce moment que se produisirent, à Moukden, les événements du 18 septembre 1931, qui déterminèrent le « Conflit Sino-Japonais ».

CONCLUSION

Dans notre étude, nous avons tenté d'exposer les rapports entre le Gouvernement National et le Kuomintang.

Depuis la révolution de 1911 jusqu'en 1928 ce fut le chaos à l'intérieur ; à l'extérieur, la révolution était incapable de jouer un rôle.

C'est pour continuer l'œuvre révolutionnaire que le Gouvernement National a été créé en 1928, à Nankin, conformément aux exigences de sa situation provisoire.

Ce Gouvernement, organisé par décision du Kuomintang, s'inspire de la doctrine de la constitution des cinq pouvoirs. Pour cette raison, nous avons démontré que le Kuomintang est un parti politique à tendance démocratique, qu'il n'est ni fasciste, ni bolcheviste. Bien qu'il soit le tuteur de la politique chinoise à l'heure actuelle, il tend à hâter la restitution au peuple de ses droits politiques.

En outre, nous notons que le Gouvernement National a des organes qui remplissent les fonctions de l'Etat. Ces organes ont une grande liberté d'action. Les principaux organes du Kuomintang ne surveillent que les fonctionnaires de ces organes et ne peuvent ni participer aux conseils gouvernementaux, ni

supprimer à leur gré ces organes constitutionnels. Cela est prévu dans la Constitution provisoire du 18 mai 1931. D'une part il y a le Gouvernement et, d'autre part, le Kuomintang. Ce dernier s'occupe de la direction politique ; le premier est chargé de l'exécution.

En d'autres termes, le Kuomintang exerce un pouvoir de consultation et de contrôle, et le Gouvernement le pouvoir exécutif. Le Kuomintang est une assemblée délibérative et le Gouvernement un corps administratif.

Pendant la période de tutelle politique, le Kuomintang qui se substitue au peuple est naturellement tenu d'accomplir les devoirs qui normalement incomberaient à ce dernier.

Le Président du Gouvernement National et les présidents des cinq Cours sont désignés par le Conseil politique central du Kuomintang.

Quant au système des cinq pouvoirs dans le Gouvernement National, c'est une institution purement chinoise. Les deux pouvoirs nouveaux dans la Constitution : celui de contrôle et celui d'examen, ont été connus autrefois dans l'histoire chinoise. Ce qui frappe dans ce système, c'est la séparation des cinq pouvoirs qui sont parfaitement distincts l'un de l'autre.

Au point de vue de la compétence, chacune des cinq Cours est l'organe suprême du Gouvernement National, chacune peut, conformément aux lois, émettre des ordres et des décrets dans les limites de sa compétence.

Au point de vue de leur formation, les Présidents des cinq Cours sont simultanément nommés par le Kuomintang.

Cependant, les cinq Cours collaborent. C'est le rôle du Conseil d'Etat de jouer le médiateur entre les Cours, et de créer l'harmonie dans le Gouvernement National.

Nous sommes actuellement dans la période de tutelle politique. Le Gouvernement National est directement soumis à la surveillance du Kuomintang, le seul parti réellement organisé, qui, prenant pour base la constitution des « Trois Principes du Peuple », exerce, dans cette période, une véritable dictature d'ordre provisoire en vue de préparer le peuple à se gouverner lui-même.

Une fois arrivée la période constitutionnelle, pendant laquelle le peuple s'intéressera à la politique de la nation, le Kuomintang cessera cette dictature tutélaire et donnera au peuple la direction du mouvement, afin que le futur Gouvernement puisse être formé par les « Leaders » élus. Ainsi, le peuple chinois exercera, peu à peu, ses quatre pouvoirs d'élection, de révocation, d'initiative et de référendum. La vraie démocratie sera instaurée dans la République Chinoise.

Vu :

Nancy, le 30 Juin 1933

Le Président de Thèse,

LALOUEL.

Vu :

Nancy, le 1^{er} Juillet 1933

Le Doyen de la Faculté de Droit,

F. SENN.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 1^{er} Juillet 1933

Le Recteur de l'Académie de Nancy,

L. BRUNTZ.

Président du Conseil de l'Université.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en langue chinoise

- SUN YAT-SEN. — Le livre complet de Sun Tchong-Sian, 2 vol. Changhaï, 1926.
- WANG LOO-PING. — L'Organisation et la Discipline du Kuomintang, Changhaï, 1926.
- LI TCHONG-HOUNG. — L'histoire du Kuomintang de Chine, Changhaï, 1927.
- YOUNG YU-JUN. — Traité élémentaire de « Trois Principes du Peuple », Changhaï, 1927.
- TAI KI-TAO. — La Révolution Chinoise et le Kuomintang chinois, 1925.
- La Déclaration du Premier Congrès National du Kuomintang, Changhaï.
- WEI PIN-TCHING. — Le Commentaire de la Constitution des Cinq Pouvoirs, Changhaï, 1927.
- SIE YIN-TCHÉOU. — Traité élémentaire de la Constitution des Cinq Pouvoirs, Changhaï, 1928.
- La Collection de lois et de décrets en vigueur dans le Gouvernement National, édifiée par le Bureau de la Codification des lois, 1928.
- LIN SSE-TSCHING. — L'Etude du Principe de la Reconstruction, Changhaï, 1928.

- LI CHUNG-NON. — L'histoire politique des derniers trente ans, Changhaï, 1930.
- S. T. KING. — L'histoire diplomatique moderne de la Chine, 1 vol., Changhaï, 1930.
- TCHANG-TING-HAN. — L'Etude sur les traités inégaux de la Chine, Changhaï, 1927.
- T'SI CHOU-FEN. — La Chine sous la conquête économique, Changhaï, 1925.
- TCHI ZO-FIN. — L'Influence de l'impérialisme en Chine, Changhaï, 1925.

Périodiques en langue chinoise

- Journal officiel du Gouvernement chinois, Nankin.
- Le Journal de Changhaï, Changhaï.
- Revue hebdomadaire de nouvelles nationales, Tientsin.
- Revue mondiale, Changhaï.
- The Eastern Miscellany, Changhaï.

Ouvrages en langues occidentales

- DUBOSQ (A.). — L'Evolution de la Chine (1911-1921), 1 vol., Paris, 1921.
- DUBARBIER (G.). — La Chine contemporaine, politique et économique, Paris, 1926.
- FRANK W. PRICE. — San Min Chu I (The three Principles of the People), Changhaï, 1928.
- TCHENG (Mlle). — Le Mouvement Constitutionnel en Chine, Thèse, Paris, 1925.
- CHEN VAN-LI. — Le Développement des Institutions Politiques de la Chine, Thèse, Paris, 1926.

- CHEN FOU-CHOEN. — La Révolution Chinoise, Thèse, Paris, 1929.
- SUN YAT-SEN. — Le triple Démisme (de Sun Wen), traduit du chinois en français par Pascal, N. d'Elia, S.-J. Bureau sinologique de Zi-Ka-Wei, Changhai, 2^e édition, 1930.
- TSEN TSONMING. — La Chine et le Kuomintang, Changhai, 1930.
- WU KI. — La nouvelle Chine et le Gouvernement National, Thèse, Paris, 1929.
- KONG CHIN TSONG. — La Constitution des Cinq Pouvoirs, Thèse, Bruxelles, 1931.
- La Théorie générale de l'Etat soviétique, Paris, 1928.
- FERRARI (Francesco-Luigi). — Le Régime fasciste italien Paris, 1928.
- Readers Guide to political litterature in China, Peïping (Pékin), Tsing Heva political science Association, 1929.
- CHAN CHUNG-TAO. — Les Traités inégaux de la Chine et l'attitude des Puissances, Paris, 1929.
- WANG CHING-WAU. — La Chine et les Nations, Paris, 1928.
- RODES (J.). — La Chine nationaliste (1912-1930), Paris, 1931.

Périodiques en langues occidentales

L'Europe nouvelle.
La Chine nouvelle.
Politique de Pékin.
Revue des sciences politiques.
Revue du Pacifique.
The China Wukly Review.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	9

PREMIÈRE PARTIE

L'Histoire du Kuomintang

CHAPITRE PREMIER. — L'Association pour la résurrection de la Chine	15
CHAPITRE II. — La Ligue de l'Union	18
CHAPITRE III. — Le Parti Nationaliste	23
CHAPITRE IV. — Le Kuomintang	25
CHAPITRE V. — De la mort du Dr Sun Yat-Sen à nos jours	28

DEUXIÈME PARTIE

Les rapports entre le Gouvernement National et le Kuomintang

CHAPITRE PREMIER. — Les relations entre le Gouvernement National et la Kuomintang pendant la période militaire	32
1) Les opérations militaires du Gouvernement National à Canton	33

	Pages
2) Les opérations militaires du Gouvernement National à Ou-Han	34
3) Les opérations militaires du Gouvernement National à Nankin	36
CHAPITRE II. — Les relations entre le Gouvernement National et le Kuomintang pendant la période de tutelle politique	38
1) Au point de vue politique	40
2) Au point de vue économique	42
3) Au point de vue diplomatique	44
CHAPITRE III. — Pendant la période constitutionnelle le Kuomintang aura-t-il des relations avec le nouveau Gouvernement ?	48
CHAPITRE IV. — L'Organisation du Kuomintang ..	50
1) Sa politique	51
2) Son organisation	52
CHAPITRE V. — L'organisation du Gouvernement National	56
1) Sa compétence	57
2) Son organisation	57
CHAPITRE VI. — La Situation importante du Kuomintang dans le Gouvernement National	70
CHAPITRE VII. — Comparaison des rapports entre le Gouvernement National et le Kuomintang avec ceux qui existent entre le Gouvernement russe et le Parti communiste, entre le Gouvernement italien et le Parti fasciste	72

TROISIÈME PARTIE

La subordination politique du Gouvernement National au Kuomintang depuis sa fondation jusqu'en 1931

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Le Gouvernement National à Canton	75
1) Le titre du Généralissime	75
2) Le commencement de la collaboration entre le Kuomintang et le Parti communiste	77
3) L'Etablissement du Gouvernement National à Canton	81
CHAPITRE II. — Le Gouvernement National à Ou- Han	84
1) La Continuation de la collaboration entre le Kuomintang et le Parti communiste, suivie de la scission	84
2) Le Désaccord entre le Gouvernement de Ou- Han et celui de Nankin.....	88
3) La Réconciliation entre M. Wang-Ching- Weï et le général Chiang Kai-Chek.....	92
CHAPITRE III. — Le Gouvernement National à Nan- kin	95
1) La Réorganisation du Gouvernement de Nankin	95
2) Le Désaccord entre le Gouvernement de Nankin et le clan du Kouangsi	96

	Pages
3) L'Attitude des maréchaux Feng Yu-Hsiang et Yen Hsi-Shan ; et leur alliance avec les Kuomintang dissidents contre le général Chiang Kaï-Chek	100
4) La Victoire du général Chiang Kaï-Chek, avec le concours du gouverneur de la Mand- chourie, Chang Hsueh-Liang	102
5) L'Exclusion des communistes	106
CONCLUSION	109
BIBLIOGRAPHIE	113
